**SOFRAGI**

**Société Française de Gestion et d'Investissement**
Société d'investissement à capital fixe (SICAF)
au capital de 3 100 000 €
784 337 487 RCS Paris

# RAPPORT FINANCIER ANNUEL

# EXERCICE 2014

## CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31/12/2014

### ADMINISTRATEURS :

| | |
|---|---|
| Jean-Pierre SALLES | Président Directeur Général |
| Aviva Vie, représentée par Philippe TAFFIN | Administrateur |
| Aviva France, représentée par Laurence MITROVIC | Administrateur |
| CPCEA, représentée par Jean-Claude GUIMIOT | Administrateur |
| Henri GHOSN | Administrateur indépendant |
| Nelly BERTRAND | Administrateur |

### CENSEURS :

| | |
|---|---|
| Philippe de LOGIVIERE | Censeur |
| Jean-Claude CAMPANA | Censeur |

### COMITE D'AUDIT :

Philippe TAFFIN, Président
Nelly BERTRAND
Henri GHOSN
Jean-Claude GUIMIOT

### COMITE DE GESTION :

Henri GHOSN, Président
Jean-Claude GUIMIOT
Jean-Pierre SALLES
Philippe TAFFIN

### COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Titulaire : KPMG SA, représenté par Monsieur Gérard GAULTRY
Suppléant : KPMG Audit FS II, représentée par Monsieur Malcom MAC LARTY

SOFRAGI

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DE GESTION ET
D'INVESTISSEMENT

**Société d'investissement à capital fixe (SICAF)**

**au capital de 3 100 000 €**

**784 337 487 RCS Paris**

# RAPPORT FINANCIER ANNUEL

# EXERCICE 2014

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

DU 17 JUIN 2015

**37, avenue des Champs Élysées - 75008 PARIS**
**Tél. : 01 56 43 62 50**

**SOMMAIRE**


| | |
|---|---|
| La SICAF en quelques mots - Rappel de la stratégie de gestion | 7 |
| Rapport de gestion à l'Assemblée Générale Annuelle Mixte du 17 juin 2015 | 11 |
| Rapport du Président du Conseil d'Administration établi en application de l'article L225-37 du Code de Commerce | 35 |
| Déclaration de la personne responsable | 47 |
| Synthèse des travaux du Comité d'Audit | 51 |
| Rapport du Commissaire aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration | 55 |
| Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels | |
| Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions et engagements réglementées | |
| Projets de résolutions présentées à l'Assemblée Générale Annuelle Mixte | 65 |
| **Comptes annuels** | **71** |
| Bilan | 72 |
| Compte de résultats | 74 |
| Annexe | 76 |
| État du portefeuille-titres | 79 |
| Évolution des placements par catégories et par pays | 85 |
| Résultats financiers de la société | |

## LES SICAF ET SOFRAGI EN QUELQUES MOTS

## STRATEGIE DE GESTION

## Les SICAF et SOFRAGI en quelques mots

Une SICAF est une société d'investissement à capital fixe.

Elle a pour objet la gestion d'un portefeuille d'instruments financiers, de dépôts et de liquidités et diversifiant directement ou indirectement les risques d'investissement dans le but de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de cette gestion.

Elle est constituée sous la forme d'une société anonyme (SA) à conseil d'administration ou à directoire et conseil de surveillance. Par conséquent, les SICAF possèdent les mêmes organes de gouvernance que les autres sociétés anonymes (assemblée générale d'actionnaires, conseil d'administration et commissaire aux comptes).

Contrairement à une SICAV – société d'investissement à capital variable – une SICAF possède, comme son nom l'indique, un capital fixe : les actionnaires ne peuvent donc se faire racheter leurs titres à tout moment sur simple demande auprès de la SICAF.

SOFRAGI est une SICAF constituée le 12 mars 1946 pour une durée de 99 ans. Elle est cotée sur le marché Euronext Paris (Compartiment C).

Dans le cas particulier de SOFRAGI qui est cotée, la liquidité a vocation à être assurée via le marché. En conséquence, le prix de cession via le marché peut ne pas être corrélé à l'actif net. La cotation en bourse expose donc l'actionnaire à un risque de liquidité et à un risque de décote.

### Stratégie de gestion de SOFRAGI

La stratégie de gestion fixée par le Conseil d'Administration est la suivante :

Objectifs de gestion

Conformément aux statuts, la SICAF est gérée de façon discrétionnaire en vue de faire bénéficier, sur le long terme, ses actionnaires de sa gestion.

En conséquence, la SICAF est destinée à des investisseurs souhaitant optimiser le potentiel de leur placement à long terme en s'exposant principalement sur les marchés actions, obligations et monétaires.

Politique d'investissement

Conformément aux statuts :

Le portefeuille de la SICAF pourra comprendre tout type d'instruments financiers, de dépôts et de liquidités, éligibles à l'actif des SICAF et répondant à l'objectif de gestion.

L'allocation du portefeuille entre les différentes classes d'actifs est réalisée de manière discrétionnaire et diversifiée en fonction des anticipations du gérant sur les marchés taux et actions notamment :

- l'actif de la SICAF peut être exposé jusqu'à 100 %, directement ou indirectement via des OPC, en actions et titres assimilés de sociétés internationales, sans contrainte de secteur géographique et appartenant à tous secteurs d'activités économiques et de toutes tailles de capitalisation boursières ;

- l'actif de la SICAF peut être exposé jusqu'à 100 %, directement ou indirectement via des OPC, en produits de taux d'émetteurs publics ou semi-publics ou d'émetteurs privés libellés en toute devise et de tout type négociés sur un marché réglementé ou organisé (obligations à taux fixe, à taux variable, indexées sur l'inflation, obligations convertibles ou avec bons de souscription, titres de créance négociables EMTN non structurés, titres participatifs, titres subordonnés,…) et de toute durée ;

- l'actif de la SICAF peut comprendre jusqu'à 100 % des parts ou actions d'OPC de droit français ou européens conformes ou non à la Directive Européenne de diverses classifications et en fonds d'investissement ;

- la SICAF investit en OPC étrangers quelle que soit leur localisation ;

- la SICAF peut conclure des contrats financiers mentionnés à l'article L. 211-1 du Code Monétaire et Financier dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat pour couvrir le portefeuille aux différents risques encourus. En ce qui concerne les instruments dérivés, la gestion aura recours à des opérations sur futures et options sur actions, sur taux et/ou sur indice pour ajuster l'exposition du portefeuille, en couverture des titres détenus. L'exposition totale (tous marchés confondus, directe ou indirecte) est limitée à 100 % de l'actif ;

- pour la réalisation de son objectif de gestion, la SICAF peut octroyer les garanties mentionnées à l'article L. 211-38 du Code Monétaire et Financier ou en bénéficier, dans les conditions définies à ce même article, ainsi que bénéficier des cautions solidaires ou garanties à première demande ;

- le gérant pourra intervenir sur les actions de sociétés de pays émergents ;

- emprunt d'espèces : aucun recours aux emprunts d'espèces ;

- acquisitions et cessions temporaires de titres : néant.

Le détail de la politique d'investissement de la SICAF figure dans le document d'information mis à la disposition des actionnaires.

La politique de distribution

SOFRAGI souhaite conserver son régime d'exonération d'impôt sur les sociétés, ce qui implique à ce jour qu'elle répartisse la totalité de ses revenus nets et de ses plus-values nettes de cession au titre de chaque exercice.

Profil de risque

Conformément aux statuts, la SICAF est plus particulièrement destinée à des investisseurs souhaitant optimiser le potentiel de leur placement à long terme en s'exposant principalement sur les marchés actions, obligations et monétaires français et internationaux.

En conséquence, les principaux risques auxquels la SICAF et les actionnaires peuvent être exposés sont les suivants :

Risque de décote et de liquidité de l'action SOFRAGI
Risque de perte en capital
Risque lié à la gestion discrétionnaire
Risque de marché actions
Risque de taux

Risque lié à l'investissement en obligations convertibles
Risque de crédit
Risque de change
Risque de contrepartie
Risque lié à l'investissement dans les pays émergents
Utilisation des dérivés (contrats financiers) : leur utilisation sera limitée à des opérations de couverture des positions du portefeuille.

Le détail de l'ensemble des principaux risques encourus par la SICAF figure dans le document d'information mis à la disposition des actionnaires.

Il est de plus rappelé que les actionnaires de la SICAF ne disposent pas d'un droit permanent au rachat de leurs actions à leur valeur liquidative et que la cotation en bourse les expose au risque de décote par rapport à l'actif net et au risque de liquidité.

## RAPPORT DE GESTION

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la loi et à vos statuts, nous vous avons réunis pour vous présenter le compte-rendu des opérations de votre Société ainsi que soumettre à votre approbation son bilan au 31 décembre 2014 et les comptes de l'exercice écoulé.

La société a fait le choix de se référer à l'avenir au code de gouvernent d'entreprise Middlenext. Ledit code est consultable sur :
http://www.middlenext.com/IMG/pdf/Code_de_gouvernance_site.pdf

## I – CONJONCTURE ECONOMIQUE ET BOURSIERE

L'indice mondial MSCI World (exprimé en dollars) a connu une petite hausse de 2,93 %, après deux années consécutives de fortes progressions : 24,10 % en 2013 et 13,18 % en 2012. Exprimé en euros, il s'est apprécié de 17,29 %, les investisseurs européens ayant bénéficié en fin d'année de la baisse de la monnaie unique.

En 2014, même sans le bonus apporté par la remontée du dollar, il valait mieux détenir des actions américaines plutôt qu'européennes, l'accélération de la croissance aux Etats-Unis contrastant avec les craintes d'un retour en récession dans la zone euro. Wall Street a connu sa sixième année de hausse consécutive, l'indice Dow Jones progressant de 7,52 % et le SP 500 de 11,4 %. En revanche, en Europe, le gain de l'indice Euro Stoxx 50 se limite à 1,2 %, les meilleures performances étant enregistrées par l'IBEX 35 madrilène avec + 3,66 % et de DAX allemand avec +2,65 %. En France, l'indice CAC 40 calculé hors dividendes, recule de 0,54 %. Hors zone euro, l'indice SMI suisse se distingue avec 9,51 %, alors que le FTSE 100 anglais cède 2,71 %. L'indice japonais Nikkei 225 progresse encore de 7,11 %, après les spectaculaires + 57 % de 2013.

L'évolution de l'indice des pays émergents MSCI Emerging markets est assez similaire en 2014, avec un recul de 4,66 %, à celle de 2013, en repli de 5 %. Il y a cependant encore de grandes divergences au sein des pays émergents et un contraste entre les pays producteurs de matières premières et de pétrole qui pâtissent de la baisse des cours : le Brésil baisse de 2,9 % et la Russie de 7,2 % en monnaies locales. En revanche, les pays consommateurs progressent fortement comme la Turquie + 25,1 %, l'Inde + 29,9 %, la palme revenant à la Chine avec l'indice Shanghai composite et ses 52,9 % grâce à la baisse inattendue de ses taux directeurs.

Les marchés boursiers ont été bien orientés au premier semestre, l'indice mondial progressant de 4,6 %, malgré une succession d'alertes dues au conflit russo-ukrainien, à la baisse de certaines devises émergentes, et à la guerre civile en Syrie et en Irak.

Ils ont ensuite connu une grande volatilité au deuxième semestre, avec deux corrections sensibles en octobre et en décembre - l'indice CAC 40, par exemple, perdant à chaque fois 400 points en une quinzaine de jours - avant de connaître des remontées rapides. Cette rupture a été provoquée par l'assombrissement du scénario économique en zone euro où l'anticipation d'un raffermissement de la reprise a fait place à la crainte d'une stagnation durable. La publication mi-août d'une croissance nulle en zone euro a fait l'effet d'une douche froide, avec de très mauvaises statistiques en Allemagne – affectée par la situation en Russie – et en Italie, la faiblesse de l'évolution des prix, proche de 0 %, alimente de plus les craintes de la déflation. En décembre, l'annonce d'élections anticipées en Grèce, pouvant amener au pouvoir le parti d'extrême gauche Syriza a provoqué une nouvelle secousse en zone euro, les pays d'Europe du Sud étant les plus affectés.

L'économie mondiale a cru en 2014 au même rythme que l'année précédente, soit 3,3 %, selon les estimations du FMI. Cependant, cette croissance est de plus en plus hétérogène. L'économie américaine finit l'année en pleine forme avec un taux de croissance annualisé de 5 % au quatrième trimestre, après un début d'année mal orienté dû à des conditions climatiques rudes. La zone euro, quant à elle, continue à souffrir, même si elle connaît une timide progression de 0,8 % de son PIB en 2014, après la contraction de 0,4 % en 2013. Les économistes espèrent que la baisse de l'euro renforce la compétitivité des entreprises européennes et que la forte baisse du pétrole redonne du pouvoir d'achat aux ménages.

La politique accommodante des banques centrales a continué en 2014 à soutenir les marchés financiers. La Réserve Fédérale américaine se devait, au vu de la forte croissance économique au deuxième semestre, de mettre fin à sa politique d'assouplissement quantitatif, ce qu'elle a achevé fin octobre. Mais elle reste très prudente dans sa communication ; la baisse du chômage ne se traduisant pas par des hausses des salaires, la chute du prix du pétrole pousse encore l'inflation à la baisse. La BCE, quant à elle, a constaté le ralentissement de l'économie européenne et la persistance d'un risque de déflation. Elle a donc amorcé une nouvelle baisse de ses taux directeurs à 0,15 % et aidé au refinancement des banques avec les TLTRO. Elle a aussi porté à - 0,2 %, en territoire négatif, ses facilités de dépôt pour inciter les banques à prêter et lancé un assouplissement quantitatif par un programme d'achat d'ABS et d'obligations sécurisées. La Banque du Japon a également renforcé sa politique ultra accommodante en annonçant le rachat d'actifs supplémentaires représentant 15 % du PIB nippon.

Cette politique très bienveillante des banques centrales, qui ont fortement accru les liquidités disponibles, a eu pour conséquence une nouvelle et très sensible baisse des taux obligataires. La divergence s'accentuant entre les économies européenne et américaine, l'écartement des rendements des emprunts d'Etat à long terme s'est accentué entre la zone euro et les Etats-

Unis. Le rendement des Treasury Notes américains à 10 ans a ainsi baissé de 3 % à 2,20 % en 2014, celui des emprunts allemands Bundesrepublik à 10 ans s'est effondré de 1,93 % à 0,54 % et celui de nos OAT à 10 ans de 2,56 % à 0,81 %, malgré le non-respect des engagements de la France en matière de réduction des déficits budgétaires. Les rendements ont continué à baisser de manière spectaculaire dans les pays périphériques européens, à l'exception de la Grèce. Les obligations privées ont également connu une excellente année, malgré une légère tension sur les obligations à haut rendement au quatrième trimestre.

La divergence des économies européenne et américaine a eu également des conséquences importantes sur le marché des changes : l'euro a enfin reculé face au dollar et de manière sensible - d'environ 12 % sur l'année – terminant à 1,206 dollar pour un euro. Le yen japonais, qui avait déjà reculé de 18 % en 2013, a de nouveau baissé de 12 % en 2014 par rapport au billet vert du fait de la politique monétaire agressive de la Banque du Japon. En conséquence, la parité de l'euro est restée quasi stable l'an passé face au yen, mais s'est dépréciée de 7 % par rapport à la livre sterling qui bénéficie comme le dollar de l'anticipation d'un durcissement monétaire. Parmi les émergents, les devises « pétrole et matières premières » ont largement reflué, le rouble s'effondrant de plus de 45 % contre dollar et la couronne norvégienne de 20 %. Enfin, la Chine a stoppé l'appréciation du yuan pour contrer le ralentissement de son économie.

**Evolution comparée des principales bourses mondiales durant l'exercice**

| | Indice au 31.12.2013 | Indice au 31.12.2014 | Variation sur l'exercice (en %) |
|---|---|---|---|
| Madrid (IBEX 35) | **9 916,70** | **10 279,00** | **+3,66%** |
| Milan (FTSE MIB) | **18 967,71** | **19 001,96** | **+0,18%** |
| Amsterdam (AEX) | **401,79** | **424,47** | **+5,64%** |
| Londres (FTSE 100) | **6 749,09** | **6 566,09** | **-2,71%** |
| Francfort (Dax) | **9 552,16** | **9 805,55** | **+2,65%** |
| Stockholm (OMX) | **1 332,95** | **1 464,55** | **+9,87%** |
| New York (DJI) | **16 576,66** | **17 823,07** | **+7,52%** |
| Suisse (SMI) | **8 202,98** | **8 983,37** | **+9,51%** |
| Paris (CAC 40) | **4 295,95** | **4 272,75** | **-0,54%** |
| Paris (CAC 40) dividendes réinvestis | **9 589,71** | **9 849,44** | **+2,71 %** |
| Monde (MSCI World $) | **1 661,07** | **1 709,67** | **+2,93%** |
| Tokyo (Nikkei 225) | **16 291,31** | **17 450,77** | **+7,11%** |

## II – GESTION DE LA SOCIETE

- Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

La structure du portefeuille a de nouveau sensiblement évolué pendant l'exercice 2014, en particulier au deuxième semestre, les gérants utilisant la flexibilité autorisée par les statuts. L'exposition aux actions qui était de 55,87 % le 31 décembre 2013, a d'abord légèrement progressé pour atteindre 57,56 % le 31 mars, puis diminué à 55,90 % le 30 juin du fait de prises de bénéfices. Elle était de 56,60 % le 30 septembre, après des réinvestissements au mois d'août. La volatilité des marchés et la cession de nombreuses valeurs pétrolières l'ont ramené à 51,17 % en fin d'exercice.

L'exposition aux obligations à taux fixe et convertibles a progressé au premier semestre de 14,57 % à 18,81 % le 30 juin ; elle a continué à légèrement croître du deuxième semestre à 20,81 % le 31 décembre 2014. Les liquidités ont connu un plus bas le 30 septembre à 21,90 % venant de 29,56 % le 31 décembre 2013 ; les allègements opérés sur les actions les ont portées à 28,02 % en fin d'exercice.

La valeur de l'actif net de votre société est estimée au cours de bourse du 31 décembre 2014 et s'élève à 197.649.115,69 euros pour 100.000 actions contre 188.994.966,28 euros au 31 décembre 2013, soit 1.976,49 euros par action (ex coupon) contre 1.889,94 euros par action un an plus tôt. La valeur liquidative a profité de la hausse des marchés d'actions et de nombreuses opérations de trading rendues possible par la volatilité des marchés. Elle a également profité de la bonne performance des obligations convertibles (à l'exception de CGG 1,25 % vendue à perte) et des obligations subordonnées.

La variation de la valeur liquidative, en tenant compte du coupon détaché en juin 2014, est de +8,71 % pour l'exercice 2014, contre +14,42 % pour l'exercice 2013.

Sur la base des cours de bourse du 31 décembre 2014 de 1.405 euros, la décote est de 28,91 % contre 30,74 % au 31 décembre 2013.

Concernant les mouvements affectant le portefeuille, il faut distinguer ceux provenant des titres détenus (actions, obligations à taux fixe, obligations convertibles) et ceux provenant des opérations sur futures (hors instruments de trésorerie : TCN et SICAV de trésorerie) :

| | **Acquisitions** | **Cessions** | **+/- value** |
|---|---|---|---|
| **Actions** | **108.330.532,30** | **123.260.794,12** | **+4.872.247,76** |
| **Obligations à taux fixe** | **21.093.841,96** | **12.293.937,36** | **+550.339,07** |
| **Obligations convertibles** | **14.605.854,87** | **8.066.396,79** | **-307.032,98** |
| **Futures achats** | **260.820,00** | **76.860,00** | **-183.960,00** |

Les achats d'actions se sont élevés à 108.330.532,30 euros, les ventes à 123.260.794,12 euros. Ces montants sont légèrement moins élevés qu'en 2013, la rationalisation et l'amélioration de la qualité du portefeuille étant achevés. En revanche, de nombreuses opérations de trading ont été enregistrées, ainsi que des allègements de portefeuille, en particulier sur les valeurs pétrolières en fin d'exercice.

Les opérations d'achats supérieures à un million d'euros ont été réalisées sur les titres : Goldcorp, ABB, Holcim, Zurich Financial, Accor, ASML, ATOS, AXA, Bayer, BNP Paribas, Bureau Veritas, Cap Gemini, Casino Guichard, Danone, Fresenius SE, Henkel, l'Oréal, Lafarge,

Linde, LVMH, Michelin, MTU Aero Engines, Publicis, Rexel, Safran, Saint-Gobain, Sanofi, SAP, Schneider Electric, Suez Environnement, Total, Véolia Environnement, Vinci, Diageo, WPP, Chevron Texaco, Exxon Mobil, Freeport MCM, Oracle, Pfizer, Schlumberger et Wal-Mart.

Les principales ventes, supérieures à un million d'euros ont porté sur : Goldcorp, Holcim, Zurich Financial, AB Inbev, Allianz Holding, ASML, Atos, Axa, Biomérieux, BNP Paribas, Cap Gemini, Casino Guichard, Danone, ENI, Fresenius SE, Fresenius Medical Care, GDF Suez, Henkel, L'Oréal, Linde, LVMH, Michelin, MTU Aero Engines, Orange, Pernod-Ricard, Royal Dutch, Sanofi, Suez Environnement, Symrise, Total, Véolia Environnement, Hammerson, Imperial Tobacco, Chevron Texaco, Davita Healthcare, Deere, Exxon Mobil, Johnson and Johnson, Pfizer, Schlumberger et Coca Cola.

L'exposition obligataire de 20,81 % au 31 décembre est répartie en deux poches créées en diversification et pour jouer l'asymétrie de ces produits :

- Une poche en obligations à taux fixe à hauteur de 11,61 % de l'actif essentiellement investie en subordonnées financières – banques et assurances - dont 5,07 % libellées en US dollars et en subordonnées industrielles. Les principaux achats de l'exercice ont concerné BBVA 7 % perp., CGG 5,875 % 2020, Eurofins 7 % perp., Société Générale 6,75 % perp., Santander 6 ¼ % perp., Telefonica 5 % et 6,5 % perp. ; en dollars : Crédit Agricole 7 ⅞ % et 6 ⅝ % perp., Société Générale 6 % et 7,875 % perp..

- L'autre en obligations convertibles à hauteur de 9,20 % de l'actif. Les principaux achats de l'exercice ont concerné : Bekaert 0,75 % 2018, Econocom 1,5 % 2019, Fresenius 0 % 2019, Orpea 1,75 % 2020, Prysnian 1,25 % 2018 et en dollars : Qiagen 0,875 % 2021. Les principales cessions ont été : Amplifon 2,875 % 2018, CGG 1,25 % 2019, Nexans 4 % 2016, Orpea 3,875 % 2016 et en dollars : Qiagen 3.25 % 2026.

- Les plus importantes lignes du portefeuille au 31 décembre 2014 sont :
- Pour les valeurs mobilières : Air Liquide (3,42 %), Linde (2,50 %), Nestlé (2,23 %), Safran (2,13 %) et Total (2,09 %).

- Pour les instruments de trésorerie sous forme de Sicav ou billets de trésorerie : Le FCP BNP Cash Invest (19,38 %).

- <u>Evolution prévisible et perspectives d'avenir</u> :

Un placement en actions Sofragi est un placement d'épargne à long terme.

Le Conseil d'Administration souhaite orienter la gestion vers une gestion patrimoniale utilisant la flexibilité dans l'allocation des placements (actions, obligations, liquidités), investissant dans des titres de qualité et se servant de l'asymétrie (exemple : obligations convertibles).

Il se préoccupe de l'amélioration de la liquidité du titre Sofragi afin d'animer la cotation et de promouvoir le produit d'épargne à long terme qu'est une Sicaf.

- <u>Endettement :</u> SOFRAGI n'a pas d'endettement

- Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice :

Depuis le 31 décembre 2014, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler.

- Activité en matière de recherche et de développement :

Nous vous informons que la société n'a aucune activité de recherche et de développement.

- Filiales et participations :

Au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucune participation représentant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers ou de la moitié du capital d'une autre société, ni ne s'est assuré le contrôle d'une telle société.

- Conséquences sociales et environnementales de l'activité :

En application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, SOFRAGI étant une société cotée, le rapport de conseil doit comprendre les informations sur les conséquences sociales et environnementales de son activité détaillées dans l'article R. 225-105-1 du même code.

L'article R. 225-105 du Code de commerce prévoit dans son troisième alinéa que le rapport doit indiquer « parmi les informations mentionnées à l'article R. 225-105-1 celles qui eu égard à la nature des activités ou à l'organisation de la Société ne peuvent être produites ou ne paraissent pas pertinentes en fournissant toutes explications utiles ».

Compte tenu du fait que SOFRAGI n'a aucun salarié et a une activité strictement financière :

- l'ensemble des informations sociales et environnementales telles que listées à l'article R.225-105-1 du Code de commerce ne sont pas pertinentes,
- par ailleurs, il n'existe à ce jour aucun engagement sociétal en faveur du développement durable.

- Sanctions pour pratiques concurrentielles :

La Société n'a fait l'objet d'aucune injonction ou sanction pécuniaire pour pratique anticoncurrentielle prononcée par l'Autorité de la concurrence.

## III – Présentation des comptes annuels

Comptes de l'exercice 2014

Les comptes annuels de l'exercice 2014 vous sont présentés comme ceux de l'exercice précédent :
Bilan, compte de résultats et annexe.

Le montant des charges financières s'élève à 1 137 670,57 euros soit 0,60 % annuel de l'actif net journalier moyen, les autres charges d'administration et de gestion représentent 0,083 % de l'actif net au 31 décembre 2014, le montant total des charges de 1 302 070,89 euros représentant quant à lui 0,66 % de l'actif net au 31 décembre 2014 soit dans la limite des 1 % fixée par le Conseil d'Administration.
La Société n'engage ni dépenses somptuaires, ni frais généraux excessifs.

Résultat de l'exercice et proposition d'affectation

Les comptes annuels de l'exercice font apparaître un bénéfice net de 10 061 958,02 euros, contre un bénéfice net de 21 653 806,87 euros en 2013.

Le revenu net du portefeuille distribuable en 2014 (voir annexe) est de 3 553 163,67 euros.
Les plus ou moins-values nettes de cessions sur titres et devises s'élèvent à 6 508 794,35 euros.
Le total du revenu net du portefeuille et des plus-values nettes de cession sur titres et devises est de : 10 061 958,02 euros.

Le report à nouveau issu du revenu net du portefeuille et des plus-values nettes de cession de l'exercice précédent étant de 734,21 euros, le montant total appelé à être distribué en application de la politique de distribution de la SICAF au titre de l'exercice 2014 est de : 10 062 692,23 euros. Il sera proposé à l'assemblée générale de :

- distribuer un montant global arrondi à 10 062 000 euros, soit 100,62 euros par action,
- d'affecter l'arrondi de 692,33 euros en report à nouveau,
- d'affecter également en report à nouveau les sommes correspondant aux dividendes non versées du fait des actions autodétenues à la date de détachement qui n'ont pas droit au dividende.

Distribution de dividendes des trois exercices précédents :

| Exercice | Dividende | Eligibilité à l'abattement prévu à l'article 158 CGI | TOTAL |
|---|---|---|---|
| 2011 | 60,20 € | oui | 60,20 €* |
| 2012 | 53,93 € | oui | 53,93 €* |
| 2013 | 77,39 € | oui | 77,39 € |

*Le dividende 2011 a été détaché le 21 juin 2013 par prélèvement sur les réserves.

## IV – PROFIL DE RISQUE

La SICAF SOFRAGI est plus particulièrement destinée à des investisseurs souhaitant optimiser le potentiel de leur placement à long terme en s'exposant principalement sur les marchés actions, obligations et monétaires français et internationaux.

En conséquence, les principaux facteurs de risque auxquels la SICAF et les actionnaires peuvent être exposés sont les suivants. Il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de se forger par lui-même sa propre opinion en s'entourant si nécessaire, de tous les conseillers spécialisés dans ces domaines afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation personnelle.

Risque de décote et de liquidité de l'action Sofragi : Il est rappelé que les actionnaires de la SICAF (contrairement à ceux des SICAV) ne disposent pas d'un droit permanent au rachat de leurs actions à leur valeur liquidative. En conséquence, le prix de cession via le marché peut ne pas être corrélé à l'évolution de l'actif net de la société ; le marché du titre peut être très peu liquide.

Risque de perte en capital : la SICAF ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital investi initialement investi ne sont pas intégralement restitué.

Risque lié à la gestion discrétionnaire : le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés sur lesquels la SICAF intervient. Il existe un risque que la SICAF ne soit pas investie à tout moment sur les marchés ou les valeurs les plus performants. La valeur liquidative de la SICAF peut ne pas monter en phase avec ces marchés, compte tenu de la politique prudente de sélection des actifs et du choix de conserver une fraction de liquidités.

Risque de marché actions : la SICAF peut, à tout moment, être exposée au risque actions (100% maximum) via l'utilisation d'actions en direct et/ou d'instruments financiers à terme et/ou d'OPC. Les variations des marchés actions peuvent entraîner des variations importantes de l'actif pouvant avoir un impact sur la SICAF. La SICAF pouvant par ailleurs investir dans des sociétés sans restriction de capitalisation, elle pourra investir de ce fait dans des sociétés de petites capitalisations.

Risque de taux : les fluctuations des instruments obligataires détenus directement (titres en direct) ou indirectement (via des OPC) en portefeuille répondent aux variations de taux d'intérêt.

Risque lié à l'investissement en obligations convertibles : la valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différences peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative de la SICAF.

Risque de crédit : le risque de crédit mesure les risques encourus par une entité au titre de ses engagements vis-à-vis d'une contrepartie, en cas de défaillance de celle-ci ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles. En cas de défaillance ou de dégradation de la qualité des émetteurs, la valeur des titres de créances et instruments du

marché monétaire dans lesquels est investie la SICAF baissera ainsi que sa valeur liquidative. Par ailleurs, l'utilisation possible de titres « Haut rendement/ High Yield », négociés sur des marchés dont les modalités de fonctionnement, en termes de transparence et de liquidité, peuvent s'écarter sensiblement des standards admis sur les places boursières réglementées européennes, pourra entraîner un risque de baisse de la valeur liquidative plus important.

Risque de change : la SICAF peut investir dans des instruments financiers libellés dans une autre devise que l'euro dans la limite de 100% de l'actif ; elle est donc exposée aux variations des taux de change Par exemple, si la valeur d'une devise diminue par rapport à l'euro, la valeur des instruments financiers libellés dans cette devise qui rentrent dans la composition du portefeuille baisse, et la valeur de la SICAF s'en trouve diminuée.

Risque de contrepartie : ce risque est lié à la conclusion de contrats sur instruments financiers à terme, dans l'hypothèse où une contrepartie avec laquelle un contrat a été conclu, ne tiendrait pas ses engagements (par exemple : paiement, remboursement), ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque lié à l'investissement dans les pays émergents : La SICAF peut investir dans des instruments financiers issus des marchés émergents. Il existe un risque lié à ces investissements car les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

Utilisation des dérivés (contrats financiers) : leur utilisation sera limitée à des opérations de couverture des positions du portefeuille.

Risque réglementaire : La règlementation actuellement applicable, notamment son régime fiscal, est susceptible d'être modifiée à tout moment par le législateur et/ou l'administration fiscale.

## V – ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE ET CONTRAT DE LIQUIDITE

### 1) COURS DE BOURSE :

Le cours de bourse de SOFRAGI est passé de **1 309,00 €** le 31 décembre 2013 à **1 405,00 €** le **31 décembre 2014 (+ 7,33 %).**

Les cours en fin de mois, au jour de la valorisation, ont été les suivants:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Janvier | 1 320,00 € | Juillet | 1 400,00 € |
| Février | 1 305,00 € | Août | 1 410,00 € |
| Mars | 1 324,95 € | Septembre | 1 398,00 € |
| Avril | 1 350,10 € | Octobre | 1 380,00 € |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mai | 1 450,00 € | Novembre | 1 400,00 € |
| Juin | 1 409,01 € | Décembre | 1 405,00 € |

Les transactions mensuelles répertoriées par EURONEXT ont été les suivantes (source Bloomberg) :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Janvier | 237 | Juillet | 190 |
| Février | 248 | Août | 352 |
| Mars | 156 | Septembre | 302 |
| Avril | 141 | Octobre | 766 |
| Mai | 51 | Novembre | 650 |
| Juin | 197 | Décembre | 704 |

soit au total 3 994 titres échangés durant l'exercice 2014 contre 2 514 en 2013.

## 2) ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Informations sur le programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale du 18 juin 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 18 juin 2014, a, dans sa cinquième résolution, autorisé le Conseil d'Administration à opérer sur les actions de SOFRAGI exclusivement en vue de l'animation du marché du titre, dans le cadre d'une pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers, à savoir la mise en œuvre d'un contrat de liquidité.

Les principales caractéristiques de cette résolution, toujours en vigueur, sont les suivantes :

- L'autorisation a été donnée pour une période de 18 mois,
- SOFRAGI ne pourra en aucun cas être amenée à détenir plus de 10 % du capital social,
- L'acquisition ne peut être effectuée à un prix supérieur à 80 % de la valeur liquidative

publiée chaque jour sur le site internet de la société,

- Le montant maximum des sommes que SOFRAGI peut consacrer au rachat de ses propres actions ne peut excéder 15.000.000 euros.

Le Conseil d'Administration porte à la connaissance de l'Assemblée Générale les informations suivantes concernant l'utilisation du programme de rachat d'actions pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2014, étant précisé que :

- Les opérations réalisées dans le cadre de ce programme de rachat ont été exclusivement destinées à animer le marché du titre par un prestataire de service d'investissement - CM-CIC Securities - conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI.

- Ce contrat a pris effet le 7 juillet 2014.

| | |
|---|---|
| Nombre d'actions inscrites au nom de la Société au 31/12/2013 | 0 |
| **Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice 2014** | 1.669 |
| Volume des actions effectivement utilisées à la réalisation d'un contrat de liquidité | 1.669 |
| Nombre d'actions éventuellement réallouées à d'autres objectifs | 0 |
| Cours moyen d'achat des actions acquises en 2014 | 1.395,78 |
| Valeur des actions acquises en 2014 évaluées au cours d'achat | 2.329.557,26 |
| Montant des frais de négociation | 0 |
| **Nombre de titres cédés au cours de l'exercice 2014** | 914 |
| Cours moyen des actions cédées en 2013 | 1.398,97 |
| **Nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31/12/2014** | 755(1) |
| Valeur brute comptable unitaire de l'action | 1.399,13 |
| Valeur nominale de l'action | 31 |
| Pourcentage de capital social détenu par la société au 31/12/2014 | 0,755 % |

(1) Cette position en engagement strict diffère de celle de 785 titres figurant dans le portefeuille édité par CACEIS, sur la base des informations du middle-office L.B.P.A.M. fonctionnant en j + 1. Le nouveau middle-office HEDGEGUARD de THIRIET GESTION fonctionnant en engagement strict, les quantités seront identiques à l'avenir.

## VI - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration de SOFRAGI s'est réuni :

- Le 17 mars 2014 afin d'arrêter les comptes annuels de l'exercice 2013.
- Le 4 juin 2014.
- Le 18 juin 2014
- Le 24 juin 2014
- Le 28 août 2014 afin d'arrêter les comptes semestriels.
- Le 19 novembre 2014.

## VII – INFORMATION CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

A titre liminaire, il est précisé que, la société n'emploie aucun salarié. Par conséquent, aucun mandataire social n'est en situation de cumuler ce statut avec celui de salarié de SOFRAGI.

1) Rémunérations et avantages perçus

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social, tant par la Société que par des sociétés contrôlées par votre Société. Les seules rémunérations versées par la Société à ses mandataires sociaux sont des jetons de présence.

La Société a pris l'usage de payer des jetons de présence aux administrateurs au titre d'un exercice après l'approbation des comptes dudit exercice et sous réserve que l'assemblée générale approuve le versement d'une enveloppe de jetons de présence permettant ledit paiement.

Il en résulte que les administrateurs touchent en N + 1 les jetons de présence auxquels ils ont droit au titre d'un exercice N.

Ont perçu au cours de l'exercice écoulé :

**Monsieur Jean-Pierre SALLES, Président et Directeur Général depuis le 30 novembre 2012**

- Rémunération versée par la Société : 6 000 €
- Avantages en nature : néant
- Rémunérations versées par des Sociétés contrôlées : néant
- Avantages en nature reçus de la part de Sociétés contrôlées : néant
- Indemnités ou avantages dus ou susceptible d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions ou postérieurement à celles-ci : néant
- Attribution de titres de capital, de titres de créances, de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ou de Sociétés Contrôlées : néant

**AVIVA France, Administrateur**

- Rémunération versée par la Société : 3 000 €
- Avantages en nature : néant
- Rémunérations versées par des Sociétés contrôlées : néant
- Avantages en nature reçus de la part de Sociétés contrôlées : néant
- Attribution de titres de capital, de titres de créances, de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ou de Sociétés Contrôlées : néant

**AVIVA Vie, Administrateur**

- Rémunération versée par la Société : 3 000 €
- Avantages en nature : néant
- Rémunérations versées par des Sociétés contrôlées : néant
- Avantages en nature reçus de la part de Sociétés contrôlées : néant
  Attribution de titres de capital, de titres de créances, de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ou de Sociétés Contrôlées : néant

**CPCEA, Administrateur**

Rémunération versée par la Société : 3 000 €
- Avantages en nature : néant
- Rémunérations versées par des Sociétés contrôlées : néant
- Avantages en nature reçus de la part de Sociétés contrôlées : néant
- Attribution de titres de capital, de titres de créances, de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ou de Sociétés Contrôlées : néant

**Monsieur Henri GHOSN, Administrateur indépendant depuis le 19 juin 2013, auparavant Censeur**

- Rémunération versée par la Société : 3 000 €
- Avantages en nature : néant
- Rémunérations versées par des Sociétés contrôlées : néant
- Avantages en nature reçus de la part de Sociétés contrôlées : néant
- Indemnités ou avantages dus ou susceptible d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions ou postérieurement à celles-ci : néant
- Attribution de titres de capital, de titres de créances, de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ou de Sociétés Contrôlées : néant

**Monsieur Philippe de LOGIVIERE, Censeur**

- Rémunération versée par la Société : 3 000 €
- Avantages en nature ; néant
- Rémunérations versées par des Sociétés contrôlées : néant
- Avantages en nature reçus de la part de Sociétés contrôlées : néant
- Indemnités ou avantages dus ou susceptible d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions ou postérieurement à celles-ci : néant
- Attribution de titres de capital, de titres de créances, de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ou de Sociétés Contrôlées : néant

**Monsieur Jean-Claude CAMPANA, Censeur**

- Rémunération versée par la Société : 3 000 €
- Avantages en nature ; néant
- Rémunérations versées par des Sociétés contrôlées : néant
- Avantages en nature reçus de la part de Sociétés contrôlées : néant
- Indemnités ou avantages dus ou susceptible d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions ou postérieurement à celles-ci : néant
- Attribution de titres de capital, de titres de créances, de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ou de Sociétés Contrôlées : néant

**Madame Nelly BERTRAND, Administrateur depuis le 18 juin 2014,**

- Rémunération versée par la Société : 0 €
- Avantages en nature : néant
- Rémunérations versées par des Sociétés contrôlées : néant
- Avantages en nature reçus de la part de Sociétés contrôlées : néant
- Indemnités ou avantages dus ou susceptible d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions ou postérieurement à celles-ci : néant
- Attribution de titres de capital, de titres de créances, de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ou de Sociétés Contrôlées : néant

Les membres du Comité d'Audit reçoivent une rémunération supplémentaire de 3 000 € au titre de leur fonction sous réserve de leur assiduité. Les membres du Comité de Gestion reçoivent une rémunération supplémentaire de 3 000 € au titre de leur fonction sous réserve de leur assiduité. Cette rémunération sera doublée (6 000 €) pour les Présidents des Comités d'Audit et de Gestion à partir de l'exercice 2014 suite à une proposition du Conseil d'Administration du 4 juin 2014, sous réserve de l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de l'enveloppe correspondante de jetons de présence.

2) Mandats et fonctions exercés

Figure ci-après la liste des mandats et fonctions exercés dans toute Société par les mandataires sociaux durant l'exercice :

**Monsieur Jean-Pierre SALLES, Président Directeur Général de la SICAF SOFRAGI (depuis le 30 novembre 2012)**

- Administrateur Directeur Général de la SICAV SIRIUS
- Administrateur Directeur Général de la SICAV BETELGEUSE
- Administrateur Directeur Général de la SICAV BELLATRIX
- Administrateur Directeur Général de la SICAV EUROPE ISRAËL CROISSANCE

**Monsieur Philippe TAFFIN, représentant permanent de la société AVIVA Vie, Administrateur de la SICAF SOFRAGI**

- Président de la société AVIVA INVESTISSEMENTS
- Représentant permanent de la société Aviva Assurances, Administrateur de la société Aviva Real Estate
- Représentant permanent de la société AVIVA Assurances, Administrateur de la SICAV AVIVA CONVERTIBLES
- Représentant permanent de la société AVIVA Vie, Administrateur de la SICAV AVIVA EUROPE
- Représentant permanent de la société AVIVA Assurances, Administrateur de la SICAV AVIVA OBLIREA
- Représentant permanent de la société AVIVA Vie, Administrateur de la SICAV AVIVA PATRIMOINE
- Représentant permanent de la société AVIVA Vie, Administrateur de la SICAV AVIVA RENDEMENT EUROPE
- Représentant permanent de la société AVIVA Assurances, Administrateur de la SICAV AVIVA OBLIG INTERNATIONAL
- Représentant permanent de la société AVIVA Vie, Administrateur de la SICAV BETELGEUSE
- Président du Conseil et Administrateur de la SICAV SIRIUS
- Représentant permanent de la société AVIVA Vie, membre du Conseil de Surveillance de UFIFRANCE IMMOBILIER
- Administrateur de la Société CROISSANCE PIERRE 2
- Représentant permanent de la société AVIVA France, Administrateur de la SICAV EMERGENCE

**Monsieur Jean-Claude GUIMIOT, représentant permanent de la CPCEA, Administrateur de la SICAF SOFRAGI**

- Directeur Général Délégué de AGRICA EPARGNE SAS
- Administrateur de la SICAV OFI CONVERTIBLE
- Représentant permanent de la CPCEA, Administrateur de MAGELLAN SICAV
- Représentant permanent d'AGRICA, Administrateur de la SICAV FRANCE FUTUR.
- Représentant de CPCEA, Censeur de la SICAV OBJECTIF CONVERTIBLES.
- Censeur de la SICAV SLF MONEY MARKET EURO.

**Madame Laurence MITROVIC, représentant permanent de la Société AVIVA France, Administrateur de la SICAF SOFRAGI (depuis le 7 janvier 2013)**

- Représentant permanent d'AVIVA Epargne Retraite, Administrateur de la SICAV AFER SFER
- Membre du Conseil de Surveillance de la Société AVIVA INVESTORS France
- Représentant permanent d'AVIVA France, Administrateur de la SICAV SIRIUS
- Administrateur de la SICAV BETELGEUSE
- Administrateur de la société AVIVA Epargne Retraite
- Administrateur de la société VIP Conseils
- Représentant permanent d'AVIVA Vie, Administrateur de CROISSANCE PIERRE 2
- Administrateur de la Société UNION FINANCIERE DE BANQUE France

**Monsieur Henri GHOSN, Administrateur de la SICAF SOFRAGI depuis le 19 juin 2013**

- Président du Club Finance HEC, Centre d'expertise économique et financière du Groupe HEC

**Madame Nelly BERTRAND, Administrateur de la SICAF SOFRAGI depuis le 18 juin 2014**

- Administrateur de la Société AVIVA Europe Services France
- Administrateur de la SICAV BETELGEUSE

**Monsieur Philippe de LOGIVIERE, Censeur de la SICAF SOFRAGI**

- Aucun

**Monsieur Jean-Claude CAMPANA, Censeur de la SICAF SOFRAGI**

- Administrateur de la SICAV BELLATRIX
- Administrateur de la SICAV BETELGEUSE
- Administrateur de la SICAV SIRIUS
- Administrateur de la SICAV EUROPE ISRAEL CROISSANCE
- Directeur Général et Membre du Directoire de THIRIET GESTION

3) Mouvements sur titres des dirigeants et de leurs proches

Conformément à l'article 17 des Statuts de SOFRAGI, Madame Nelly BERTRAND, nommée Administrateur le 18 juin 2014, a acheté 10 actions SOFRAGI le 13 octobre 2014 au cours de 1 395 euros l'action.

## VIII – ACTIONNARIAT

– Répartition de l'actionnariat dans la société :

Conformément à l'article L 233-13 du Code de commerce, nous vous signalons les principaux actionnaires détenant au 31 décembre 2014 plus des dix-neuf vingtièmes, des dix-huit vingtièmes, des deux tiers, de la moitié, du tiers, du quart du cinquième, des trois vingtièmes, du 10ème, ou du 20ème du capital ou des droits de vote.

| Actionnaires | Nombre d'actions | Pourcentage du capital | Nombre de droits de vote | Pourcentage des droits de vote |
|---|---|---|---|---|
| Aviva Vie | 57 089 | 57,09% | 112 524 | 65,18% |
| Aviva France | 10 | 0,01% | 20 | 0,01% |
| **Groupe Aviva** | **57 099** | **57,10%** | **112 544** | **65,19%** |
| –CPCEA | 7 024 | 7,02% | 14 048 | 8,14% |
| –CCPMA Prévoyance | 8 652 | 8,65% | 8 652 | 5,01% |
| –FCP UG Agricroissance | 6 849 | 6,85% | 13 698 | 7,93% |
| **Groupe AGRICA** | **22 525** | **22,52%** | **36 398** | **21,08%** |
| Autocontrôle | 755 | 0,75% | 0 | 0 |
| Public | 19 621 | 19,62% | 23 709 | 13,73% |
| **Total** | **100 000** | **100%** | **172 651** | **100%** |

Aucun franchissement de seuil n'est intervenu au cours de l'exercice écoulé.

Participation des salariés au capital :

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce, nous vous indiquons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de ce même article au 31 décembre 2014 est nulle (la

SICAF SOFRAGI n'a pas de salarié).

Information concernant les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application de l'article L225-100-3 du Code de Commerce, nous vous précisons les éléments suivants susceptibles d'avoir une incidence en matière d'offre publique :

- la structure de capital de la Société est décrite dans le tableau ci-dessus ;

- il n'est stipulé aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ;

- à la connaissance de la Société, aucun pacte ou autre engagement susceptible d'entraîner des restrictions au transfert d'actions ou à l'exercice des droits de vote n'a été signé entre les actionnaires ;

- les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 sont décrites dans le tableau ci-dessus ;

- l'article 37 des statuts confère un droit de vote double aux actions détenues nominativement par un même actionnaire pendant au moins deux années ainsi qu'aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit ; le droit de vote double cesse pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété, sauf exception prévue par la loi ;

- la Société ne disposant pas de salariés, elle n'a pas mis en place de système d'actionnariat du personnel ;

- conformément au droit commun des sociétés anonymes, les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire ; en cas de décès ou de démission, le Conseil d'Administration peut nommer, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale, un Administrateur en remplacement ; les Administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par une Assemblée Générale Ordinaire ;

- conformément au droit commun des sociétés anonymes, la modification des statuts de la Société est de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui délibère dans les conditions prévues par la loi (quorum du quart des actions disposant d'un droit de vote sur première convocation – absence de quorum sur deuxième convocation ; majorité des deux tiers des voix) ;

- les pouvoirs du Conseil d'Administration sont les suivants :

- il fixe la stratégie d'investissement de la SICAF, notamment l'objectif de gestion, la politique d'investissement et le profil de risque – la gestion est assurée par une société de gestion de portefeuille ;
- conformément au droit commun des sociétés anonymes, il détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre ; il peut se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la Société sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, et règle par les délibérations les affaires qui la concernent ;

- aucun accord conclu par la Société n'est modifié ou prend fin en cas de changement de contrôle de la Société ;

- aucun accord ne prévoit des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration si leur mandat prend fin en raison d'une offre publique.

Compte-tenu de la structure du capital de SOFRAGI, à la connaissance du Conseil d'Administration, aucun élément n'est susceptible d'avoir une influence déterminante en cas d'offre publique hormis le positionnement de l'actionnaire majoritaire.

## IX – DELAI DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

Conformément à l'article L. 441-6 alinéa 9 du Code de commerce, SOFRAGI s'engage à régler les sommes dues dans un délai qui ne dépassera pas quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture.

Au 31 décembre 2014, la Société avait réglé toutes les factures reçues. Le poste « Autres dettes » au bilan de 291 401,89 euros représente une provision pour frais de gestion.

## X – CONVENTION VISEES A L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les termes du rapport spécial sur les conventions relevant de l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

## XI – MODIFICATION DES STATUTS

Nous vous proposons de réaliser une mise en conformité et une actualisation des statuts de votre société

La mise en conformité est rendue nécessaire par rapport :

- au texte de la Directive Européenne AIFM, comme le Dépositaire de la SICAF Sofragi l'a demandé ;
- à divers textes de droit positif qui ont évolué depuis la dernière modification des statuts

L'actualisation des statuts vise à supprimer certains articles inutiles ou à simplifier les statuts en supprimant certaines dispositions qui ne sont plus imposées.

Vous trouverez le détail dans le rapport du Conseil d'Administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée Générale Annuelle Mixte disponible sur le site internet de la société www.sofragi.fr.

Nous vous demandons donc de vous prononcer sur cette nouvelle rédaction des statuts qui a été approuvée par la Conseil d'Administration du 19 novembre 2014.

## RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-37 DU CODE DE COMMERCE

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

Conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce qui fait obligation au Président du Conseil d'Administration de rendre compte de la composition du Conseil d'Administration et de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes en son sein, des conditions de préparation, d'organisation des travaux du Conseil et des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société, et des éventuelles limitations de pouvoirs du Directeur Général, je vous présente le rapport établi à cet effet.

De son côté, le Cabinet KPMG, Commissaire aux comptes exposera, dans un rapport joint à son rapport sur les comptes de l'exercice clos le mercredi 31 décembre 2014, ses observations éventuelles sur les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière et sur les autres informations prévues à l'article 225-37 du Code de commerce.

*

* *

Nous tenons à insister sur certaines caractéristiques de SOFRAGI, Société d'investissement à capital fixe.

La Société n'emploie aucun salarié. Son Président Directeur Général ne perçoit pas de rémunération autre que les jetons de présence. Le fonctionnement de l'entreprise a été intégralement sous-traité au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 comme précisé ci-dessous :

- à THIRIET GESTION pour la gestion financière ainsi que certaines prestations administratives et comptables (contrôle interne, suivi des risques, gestion des paiements et supervision de la comptabilité),

- à CACEIS FASTNET pour la gestion comptable et la valorisation,

- à CACEIS BANK France pour la fonction de dépositaire et de conservateur selon les termes d'une convention dépositaire et de tenue de compte et de services,

- à COURTOIS LEBEL pour l'assistance dans la gestion de la vie sociale selon les termes d'une lettre de mission.

En dépit du statut spécifique de la SICAF, nous avons fait le choix d'organiser la gestion en nous inspirant des règles qui régissent les SICAV tout en évitant une surabondance de procédures.

## 1 – CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration met en place les stratégies et les grandes orientations de gestion de la Société.

Au cours de l'exercice 2014, le Conseil d'Administration s'est réuni à six reprises et a convoqué une Assemblée Générale Ordinaire. Le rythme annuel habituel se situe entre trois et quatre réunions par an depuis une vingtaine d'années.

Le Président Directeur Général pour sa part organise et dirige les travaux du Conseil, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société (Conseil d'Administration, Assemblée Générale) et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Il doit en outre s'assurer de la régularité des convocations et de la tenue des réunions. Le Conseil d'Administration est composé, à la date d'établissement du rapport, des Administrateurs suivants :

Monsieur Jean-Pierre SALLES, Président et Directeur Général, gérant salarié de Thiriet Gestion,

Monsieur Philippe TAFFIN, représentant de la société AVIVA Vie, Directeur des investissements d'Aviva France,

Madame Laurence MITROVIC, représentant permanent de la société AVIVA France, Directrice juridique Aviva France,

Monsieur Jean-Claude GUIMIOT, représentant permanent de la CPCEA, Directeur Général délégué du Groupe Agrica,

Monsieur Henri GHOSN, Administrateur, Conseil de grandes institutions et fonds d'investissements, Président du Club Finance HEC qui a été considéré par le Conseil d'administration comme étant indépendant, au regard notamment des critères d'indépendance suivants fixés par le Code Middlenext :

- ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe et ne pas l'avoir été au cours des trois dernières années,
- ne pas être client, fournisseur ou banquier significatif de la société ou de son groupe ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité,
- ne pas être actionnaire de référence de la société,

- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence,
- ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des trois dernières années.

Madame Nelly BERTRAND (nommée le 18 juin 2014), Directeur au sein de la Direction de la Gestion Financière et Comptable du GIE du Groupe AVIVA France.

Par sa composition (4 hommes/2 femmes), le Conseil d'Administration satisfait à la date du présent rapport aux impératifs actuellement en vigueur en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils d'Administration.

Le Conseil étant composé entre autres d'un administrateur indépendant, la société recherche un nouvel administrateur indépendant afin de se conformer à la recommandation du code Middlenext en la matière.

En outre, a été créé un collège de Censeurs constitué de :

Monsieur Philippe de LOGIVIERE, retraité, ancien représentant permanent de CPCEA au Conseil de Sofragi.

Monsieur Jean-Claude CAMPANA, membre du Directoire et directeur général de Thiriet Gestion.

## 2 – LIMITATIONS EVENTUELLES QUE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION APPORTE AUX POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Les fonctions de Président et de Directeur Général sont, pour notre Société, confondues. Il est précisé que le Conseil d'Administration n'a pas apporté de limitations particulières au pouvoir du Directeur Général.

## 3 – MODALITES DE PARTICIPATION ET POUVOIRS DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLEES GENERALES

Les différents éléments d'information concernant les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales sont précisés au sein de l'article 32 des statuts de la Société.

Ces éléments sont rappelés dans l'avis de réunion valant avis de convocation publié par la Société avant toute Assemblée Générale.

## 4 - INFORMATIONS PREVUES PAR L'ARTICLE L. 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE

Les informations prévues par l'article L. 225-100-3 du Code de Commerce, concernant notamment la structure du capital social et les éléments susceptibles d'avoir une influence en matière d'offre publique, sont mentionnées au sein du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration

## 5 – PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES MISES EN PLACE AU SEIN DE LA SOCIETE

### *Objectifs du contrôle interne*

Les procédures de contrôle interne en vigueur ont pour but :

- d'une part de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- d'autre part, de vérifier que les informations financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés. Ce contrôle est principalement délégué à la société de gestion, sous la supervision du comité d'audit et du Conseil d'administration.

Par ailleurs, compte tenu du fait que l'activité est intégralement déléguée, le principal rôle du contrôle interne opéré directement par SOFRAGI est de contrôler la bonne exécution des missions qui sont confiées aux différents prestataires, dans le respect des règles applicables.

### *Le cadre contractuel*

La Société exerce son activité dans le cadre suivant :

- une convention de gestion financière administrative et comptable (contrôle interne, suivi des risques, gestion des paiements, supervision de la comptabilité) conclue le 25 septembre 2013 avec THIRIET GESTION ; elle annule et remplace la convention de gestion financière conclue le 23 décembre 2004 avec THIRIET GESTION et révisée en septembre 2011.

- une convention de dépositaire conclue avec CACEIS BANK France le 1er janvier 2014, définissant les missions que la réglementation confie expressément au dépositaire :

- la garde des actifs de la SICAF,
- le contrôle de la régularité des décisions de la SICAF,
- le suivi des flux de liquidités.

- une convention de prestations comptables et de valorisation passée avec CACEIS FASTNET mise en œuvre depuis le 1er janvier 2012.

- une mission d'assistance confiée à COURTOIS LEBEL pour la gestion de sa vie sociale.

La société n'a donc pas de personnel propre. L'ensemble de son fonctionnement est sous-traité à des partenaires agréés pour l'activité qui leur est confiée.

Au plan déontologique, SOFRAGI et THIRIET GESTION sont adhérentes de l'AFG, Association Française de la Gestion Financière, qui représente les professionnels français de la gestion d'actifs. A ce titre, elle s'oblige, ainsi que le personnel qu'elle emploie, à respecter les règles déontologiques relatives à la gestion des OPC et à la gestion sous mandat adoptées par l'association.

***Gestion financière et contrôle de son organisation***

La gestion financière a été déléguée à THIRIET GESTION qui passe les ordres d'achat et de vente de titres et le placement de la trésorerie en mettant en œuvre la stratégie de gestion définie par le Conseil d'Administration.

Le contrôle : au sein de Thiriet Gestion, chaque ordre passé par le gérant est enregistré par l'utilisation d'un tracker électronique qui indique préalablement à la passation de l'ordre le nom du titre, sa répartition et la fourchette d'achat ou de vente.

L'information sur la politique de sélection des intermédiaires et le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation ainsi que la politique de vote et de traitement des réclamations sont disponibles sur le site www.sofragi.fr et disponibles sur simple demande à THIRIET GESTION.

Nous pensons qu'en nous rattachant à une société de gestion, nous sommes à peu près arrivés à bénéficier du concours technique d'un middle-office tout en gardant, au niveau du Conseil d'Administration et de son Président, une totale indépendance dans les déterminations de la politique de gestion.

***Organisation de la gestion financière***

Le contrôle de l'activité est exercé de manière indépendante par les différents organismes intervenant dans le fonctionnement de SOFRAGI :

De manière permanente par :

La société de gestion est dotée d'un Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne et d'une équipe de contrôle interne. Il procède à l'actualisation des procédures et la mise à jour du plan de contrôle interne qui prévoit notamment des missions de contrôle périodique et permanent, l'émission de recommandations et le suivi de ces recommandations.

Depuis 2009, par :

Le Comité d'Audit a été créé le 11 mars 2009, les membres actuels sont :

M. Philippe Taffin, Président

M. Jean-Claude Guimiot

M. Henri Ghosn, membre indépendant disposant de compétences particulières en matière financière.

Mme Nelly Bertrand

Les missions du Comité d'Audit, définies par le Conseil d'Administration, portent notamment sur :

- l'examen au moins annuel et semestriel des comptes ;

- la participation au choix du (des) Commissaire(s) aux Comptes, la mise en place d'une relation directe avec eux, afin :

    - de prendre connaissance de leur programme de travail,
    - de s'assurer qu'il(s) est (sont) en mesure d'exercer correctement sa (leur) mission,
    - de débattre avec eux des conclusions de leurs travaux ;

- l'établissement d'un dialogue avec les organes de contrôle de la SICAF (auditeurs internes et contrôleurs externes).

Les rapports du Comité d'Audit sont communiqués au Conseil d'Administration.

Deux réunions du Comité ont eu lieu le 29 janvier 2014 relatif à l'exercice 2013 et le 28 août pour analyser les comptes semestriels 2014.

Depuis 2012, par :

Le Comité de Gestion a été créé le 30 novembre 2012, les membres actuels sont :

- M. Henri Ghosn, Président
- M. Philippe Taffin,
- M. Jean-Claude Guimiot
- M. Jean-Pierre Salles, Président Directeur Général de Sofragi :

Dans le cadre de sa mission, le Comité de Gestion s'assure du respect de la stratégie d'investissement et étudie, au gré de la conjoncture, l'opportunité de la faire évoluer en soumettant au Conseil d'Administration des propositions en ce sens.

Les rapports du Comité de Gestion sont communiqués au Conseil d'Administration.

Le Comité de Gestion s'est réuni le 29 janvier 2014 et le 28 août 2014 pour l'exercice 2014 en présence de Monsieur Bernard COHEN, Gérant chez Thiriet Gestion. Sa dernière réunion a eu lieu le 5 mars 2015. Des rapports des conclusions ont été rédigés et présentés au Conseil d'Administration.

***Le règlement intérieur du Conseil d'Administration***

Conformément aux recommandations du Code Middlenext, un règlement intérieur du Conseil d'Administration a été rédigé puis approuvé lors du Conseil du 28 août 2014. Il a été amendé en date du 26 mars 2015.

Ce règlement intérieur reprend les rubriques recommandées par le Code Middlenext :

- Rôle et mission du Conseil d'Administration
- Composition du Conseil et critères d'indépendance de ses membres
- Devoir de ses membres (déontologie, loyauté, non concurrence révélation des conflits d'intérêts et devoir d'abstention, confidentialité…)
- Fonctionnement du Conseil et de ses Comités
- Règles de détermination de la rémunération de ses membres

Il peut être demandé ou consulté par les actionnaires au siège de la Société. Ci-après trois extraits de ce Règlement Intérieur concernant les devoirs des Administrateurs :

***1- Devoir de confidentialité des Administrateurs :***

Les membres du Conseil d'administration sont tenus à une obligation absolue de confidentialité en ce qui concerne le contenu des débats et délibérations du Conseil et de ses comités ainsi qu'à l'égard des informations qui y sont présentées.

De façon générale, les membres du Conseil d'administration sont tenus de ne pas communiquer à l'extérieur, es qualité, notamment à l'égard de la presse.

En cas de manquement avéré au devoir de confidentialité par l'un des administrateurs, le Président du Conseil d'administration, après avis des participants de la réunion du Conseil réunie à cet effet, fait rapport au Conseil d'administration sur les suites qu'il entend donner à ce manquement.

### *2- Devoir de loyauté des Administrateurs et conflit d'intérêt :*

Les administrateurs ne prennent aucune initiative qui pourrait nuire aux intérêts de la Société. Ils agissent de bonne foi en toute circonstance et s'engagent à ne pas utiliser les informations qu'ils pourraient connaître.

Les administrateurs s'engagent à respecter les décisions adoptées par le Conseil conformément aux règles législatives et statutaires en vigueur.

Les administrateurs s'efforcent d'éviter tout conflit pouvant exister entre leurs intérêts moraux et matériels et ceux de la Société.

Dans une situation laissant apparaître ou pouvant laisser apparaître un conflit d'intérêt, même potentiel, entre l'intérêt social et son intérêt personnel ou celui de l'actionnaire qu'il représente, l'administrateur concerné doit en informer, dès qu'il en a connaissance, le Conseil, étant précisé qu'une absence d'information équivaut à la reconnaissance qu'aucun conflit d'intérêt n'existe. Il doit s'abstenir de participer aux débats ainsi qu'au vote de la ou des délibérations correspondantes.

### *3- Devoir de diligence des Administrateurs :*

En acceptant le mandat qui lui a été confié, chaque administrateur s'engage à l'assumer pleinement, et notamment :

- à consacrer à l'étude des questions traitées par le Conseil tout le temps nécessaire ;
- à demander toutes informations complémentaires qu'il considère comme utiles ;
- à veiller à ce que le présent Règlement soit appliqué ;
- à forger librement sa conviction avant toute décision en ayant en vue l'intérêt social ;
- à participer activement à toutes les réunions du Conseil, sauf empêchement ;
- à formuler toutes propositions tendant à l'amélioration constante des conditions de travail du Conseil.

Le Conseil d'administration veille à l'amélioration constante de l'information communiquée aux actionnaires. Chaque administrateur doit concourir à ce que cet objectif soit atteint.

Chaque administrateur s'engage à remettre son mandat à la disposition du Conseil lorsqu'il estime de bonne foi ne plus être en mesure de l'assumer pleinement.

### *Evaluation des travaux du Conseil d'Administration*

Le code de gouvernance Middlenext recommande qu'une fois par an, les Administrateurs soient invités à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil et sur la préparation de ses travaux.

Cette évaluation a été mise à l'ordre du jour du Conseil du 19 novembre 2014 et la discussion inscrite dans son procès-verbal.

Le Président a proposé la grille d'analyse suivante aux Administrateurs :

- travaux du Conseil,
- travaux des Comités,
- qualité de l'information transmise
- composition du Conseil

Les administrateurs ont constaté une amélioration de la qualité des travaux du Conseil. Ils pensent que des progrès peuvent être encore accomplis au niveau du Comité d'Audit en élargissant ses champs d'investigation. La composition du Conseil et la diversité des profils réunis leur paraît satisfaisante, réservant la question de la nomination d'un nouvel administrateur indépendant. Enfin, la qualité des informations transmises leur paraît adéquate, sous réserve d'une information au fil de l'eau entre deux conseils - si cela s'avère nécessaire – pour compléter le reporting mensuel qui leur est communiquée.

***Le respect du code de déontologie professionnelle par la Société Thiriet Gestion***

Le code de déontologie interne à THIRIET GESTION détaille les règles et dispositions de déontologie professionnelle de la société de gestion, dont le règlement de déontologie de l'AFG fait partie intégrante.

Il est notamment précisé l'obligation de respect de ces règles, dont quelques-unes sont rappelées ci-après :

- Prévenir et éviter les conflits d'intérêt avec les clients et s'interdire des pratiques ou des opérations susceptibles d'altérer son jugement et sa liberté de décision

- Eviter la divulgation ou l'utilisation d'informations confidentielles ou non encore portées à la connaissance du public

- En aucun cas, les collaborateurs ne peuvent percevoir d'un tiers une rétribution, sous quelque forme que ce soit, du fait des informations qu'ils détiennent ou des opérations de marché qu'ils effectuent.

***Le contrôle du dépositaire/conservateur***

Le dépositaire/conservateur est choisi sur une liste d'Etablissements arrêtée par le Ministre chargé de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Comme la société de gestion, le dépositaire/conservateur doit agir au bénéfice exclusif des porteurs.

Ce dernier doit présenter des garanties suffisantes en ce qui concerne son organisation, ses moyens techniques et financiers, l'honorabilité et l'expérience de ses dirigeants, prendre les dispositions propres à assurer la sécurité des opérations et agir de façon indépendante envers la société de gestion et la SICAF.

Il doit prendre des dispositions propres à assurer la sécurité des opérations et doit s'assurer de la régularité des décisions de la Société et de la Société de Gestion.

***Le contrôle du valorisateur***

La gestion comptable de SOFRAGI est confiée à CACEIS FASTNET. Elle consiste en :

- la comptabilisation de tous les mouvements affectant l'actif ou le passif
- la comptabilisation de toutes les charges ou produits affectant les résultats
- la comptabilisation des positions de hors-bilan
- la répartition des frais de gestion entre les intervenants et leur comptabilisation
- le calcul et la diffusion des valeurs liquidatives

Le valorisateur a mis en place des procédures relatives à son processus opérationnel.

***La prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité de la Société***

Les principaux risques auxquels la Société est confrontée figurent dans le rapport de gestion. Compte tenu de l'activité de la Société, ils sont essentiellement liés au comportement des marchés financiers.

La Société est vigilante dans sa stratégie d'investissement afin de ne pas s'exposer dans des domaines ou des secteurs manifestement spéculatifs ou à risque.

Un contrôle permanent du conservateur et du valorisateur est assuré par le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI) de Thiriet Gestion au sein de la Société de Gestion.

## 6 – SPECIFICITES DE L'EXERCICE 2014

Le 18 juin 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire de Sofragi a ratifié la nomination de Madame Nelly BERTRAND comme Administrateur. Ses compétences en matière de comptabilité des valeurs mobilières seront très utiles à la SICAF Sofragi. Elle a accepté de participer aux travaux du Comité d'Audit.

L'exercice 2014 a été marqué par la signature avec CM-CIC Securities d'un contrat de liquidité qui a commencé à fonctionner le 8 juillet 2014. Celui-ci a été validé par le Conseil d'Administration du 24 juin 2014, utilisant l'autorisation donnée par la cinquième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2014. Le premier compte-rendu semestriel de ce contrat est disponible sur le site www.sofragi.fr et repris dans la rédaction de ce Rapport Annuel.

Le Conseil d'Administration s'est particulièrement préoccupé pendant cet exercice de l'amélioration de la gouvernance de la Société :

- un règlement intérieur du Conseil d'Administration a été adopté au Conseil du 28 août 2014 ;

- une première évaluation des travaux du Conseil d'Administration a été effectuée dans sa séance du 19 novembre 2014.

Dans le cadre du projet FATCA, Sofragi a été identifiée comme faisant partie du Groupe AVIVA (détention de 57 %) – AVIVA Participations étant « Lead FFI » - et enregistrée sur le portail de l'IRS (numéro GIIN : 2VJ6UO.00010.ME.250), Sofragi étant autonome doit prendre en charges ses obligations déclaratives relatives à FATCA. Une convention a été signée dans ce but avec CACEIS le 27 octobre 2014 pour l'analyse du registre nominatif, le suivi de ce registre et le reporting, le premier rapport devant être établi pour mars 2015.

Les travaux du Comité d'Audit ont été aménagés afin d'intégrer un dialogue enrichi avec le RCCI et le Commissaire aux Comptes. Le Commissaire aux Comptes de Sofragi, Monsieur GAULTRY (KPMG) a expliqué aux Administrateurs sa mission pour les comptes de Sofragi. Les participants du Comité d'Audit pensent qu'il est possible d'élargir encore ses champs d'investigation.

Enfin, le Conseil d'Administration a consacré beaucoup d'attention à la mise en conformité des statuts demandée par le Dépositaire en référence à la Directive AIFM. Le projet de mise en conformité qui est présenté à l'approbation de la présente Assemblée Générale Extraordinaire a été approuvé par le Conseil d'Administration du 19 novembre 2014.

Encore une année intense, dans le respect de l'objectif de gestion patrimoniale à long terme et dans le but de l'amélioration de la gouvernance de la SICAF. Le Président remercie de nouveau les Administrateurs pour la qualité des travaux et des débats du Conseil et des Comités d'Audit et de Gestion, ainsi que pour leur assiduité.

Le Président

## DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

# SOFRAGI

## Déclaration de la personne responsable

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport annuel d'activité présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée et des principales transactions entre parties liées.

Le 27 mars 2015
Jean-Pierre SALLES
Président Directeur Général

## SYNTHESE DU COMITE D'AUDIT

# SYNTHÈSE DU COMITÉ D'AUDIT

# SOFRAGI

Le Comité d'Audit de Sofragi s'est réuni le 28 août 2014 dans les locaux de Sofragi pour procéder à l'examen des comptes semestriels et pour s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux de l'entreprise. La réunion a été présidée par Monsieur GHOSN ; étaient présents Madame Nelly BERTRAND, membre du Comité d'Audit et Monsieur Gérard GAULTRY (KPMG), Commissaire aux Comptes de Sofragi.

Monsieur GAULTRY a expliqué aux Administrateurs présents à ce Comité sa mission pour les comptes au 30 juin 2014 qui porte sur la composition de l'actif net et le rapport semestriel publié pour lesquels il a émis le 1er août son attestation sans observation. Il a également fait part des contrôles spécifiques qu'il a effectués (rapprochement dépositaire/comptabilité, valorisation du portefeuille, rapprochement bancaire, vérification des frais de gestion, pointage des états financiers, revue de la publication,…) et répondu à toutes les questions des Administrateurs, ceux-ci n'ont pas fait d'observation particulière sur les comptes.

* *
*

Le Comité d'Audit de SOFRAGI s'est réuni de nouveau le 5 mars 2015 dans les locaux de la société. La réunion a été présidée par Monsieur Philippe TAFFIN ; étaient présents Messieurs Henri GHOSN, Jean-Claude GUIMIOT et Madame Nelly BERTRAND - membres du Comité d'Audit.

Lors de la réunion de ce Comité d'Audit, Monsieur GAULTRY Commissaire aux Comptes de Sofragi a présenté aux participants son programme de travail (composition de l'actif net, comptes annuels, rapport de gestion) et Messieurs LEVREL et CASTILLE, RCCI délégués de THIRIET GESTION, ont expliqué les principes du contrôle et de la conformité du délégataire de Sofragi. Les participants ont demandé et obtenu des précisions de ces deux intervenants.

Le Comité d'Audit s'est assuré de la publication régulière de la valeur liquidative de la Sicaf sur le site de sofragi.fr et a vérifié le calcul de la performance qui est de 8,71 % pour l'exercice 2014.

Il a également vérifié le montant des achats et des ventes de titres qui s'établit à 286 484 896 euros, faisant apparaître un turn-over annualisé de 148,19 %.

Le Comité d'Audit s'est également assuré que les instruments en portefeuille sont tous autorisés par la réglementation et que la diversification des risques est suffisante, l'exposition maximum sur un même émetteur étant de 3,42 % de l'actif net.

Il a également vérifié que le portefeuille présente des caractéristiques de gestion et de diversification propres à l'objectif de gestion patrimoniale de la Sicaf et a analysé la structure du portefeuille et son évolution pendant l'exercice.

Il s'est aussi assuré auprès du RCCI que le processus de transmission des ordres de bourse sont conformes aux procédures et que les frais facturés sont contenus dans le cadre de la tarification décidée par le Conseil d'Administration. Il a vérifié l'existence d'un rapport annuel et vérifiera également que les informations destinées aux actionnaires sont disponibles sur le site internet de Sofragi www.sofragi.fr.

Le Comité d'Audit s'est appuyé sur les rapports du Commissaire aux Comptes pour vérifier que les règles de calcul de la valeur liquidative sont respectées et que les frais de gestion facturés à la Sicaf sont conformes à l'information fournie aux actionnaires. Il est dans les attributions du Comité de s'assurer que les exigences de la règlementation en matière de communication pour une société cotée telle que Sofragi sont bien respectées.

Il désire également avoir communication d'un rapport synthétique des travaux menés par le RCCI de THIRIET GESTION sur la période écoulée.

Il souhaite que THIRIET GESTION s'assure que la délégation que Sofragi a confiée à CACEIS concernant la règlementation FATCA soit exécutée dans des conditions satisfaisantes et que THIRIET GESTION dispose de toutes les ressources et moyens techniques pour répondre aux exigences réglementaires s'appliquant à Sofragi.

## RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

**SOFRAGI**

**Société Française de gestion et d'investissement**

**Société d'investissement à capital fixe (SICAF)**

# Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société SOFRAGI

Exercice clos le 31 décembre 2014
SOFRAGI
Société Française de gestion et d'investissement
Société d'investissement à capital fixe (SICAF)
37, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
*Ce rapport contient 3 pages*
Référence : GG-152-003

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site Internet : www.kpmg.fr

**SOFRAGI**
**Société Française de gestion et d'investissement**
**Société d'investissement à capital fixe (SICAF)**

Siège social : 37, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
Capital social : €.3 100 000

**Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société SOFRAGI**

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société SOFRAGI et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

***Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière***

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

***Autres informations***

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 2 avril 2015

KPMG Audit
*Département de KPMG S.A.*

Gérard Gaultry
*Associé*

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

# SOFRAGI

**Société Française de gestion et d'investissement**

**Société d'Investissement à capital fixe (SICAF)**

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014
SOFRAGI
Société Française de gestion et d'investissement
Société d'Investissement à capital fixe (SICAF)
37, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
*Ce rapport contient 15 pages*
Référence : GG-152-001

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

**SOFRAGI**
**Société Française de gestion et d'investissement**
**Société d'Investissement à capital fixe (SICAF)**

Siège social : 37, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
Capital social : €.3 100 000

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SOFRAGI, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris Le Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

## 2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

La note sur les méthodes d'évaluation figurant dans l'annexe expose les règles et méthodes comptables spécifiques retenues par la SICAF.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons notamment vérifié la correcte application des méthodes d'évaluation retenues pour les instruments financiers en portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense, le 2 avril 2015
KPMG Audit
*Département de KPMG S.A.*

Gérard Gaultry
*Associé*

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

**SOFRAGI**

**Société Française de gestion et d'investissement**

**Société d'investissement à capital fixe (SICAF)**

# Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2014
SOFRAGI
Société Française de gestion et d'investissement
Société d'investissement à capital fixe (SICAF)
37, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
*Ce rapport contient 3 pages*
Référence : GG-152-002

KPMG Audit
Le Belvédère
1 Cours Valmy
CS 50034
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

**SOFRAGI**
**Société Française de gestion et d'investissement**
**Société d'investissement à capital fixe (SICAF)**

Siège social : 37, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
Capital social : €.3 100 000

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 2 avril 2015

KPMG Audit
*Département de KPMG S.A.*

Gérard Gaultry
*Associé*

## RESOLUTIONS

**RÉSOLUTIONS**

PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 17 JUIN 2015

---

## I. RÉSOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

### PREMIÈRE RÉSOLUTION

*(Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Président du Conseil d'Administration relatif à la composition, aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi qu'aux procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société, et des rapports du Commissaire aux Comptes, approuve dans toutes leurs parties, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 se traduisant par un bénéfice de 10 061 958,02 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 quitus entier sans réserve et définitif de leur gestion aux dirigeants et administrateurs.

### DEUXIÈME RÉSOLUTION

*(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide de distribuer l'intégralité des bénéfices provenant des produits nets du portefeuille de la Société réalisés en 2014 et des plus-values nettes que la Société a réalisées en 2014 sur la cession de titres ou devises faisant partie de ce portefeuille, soit un montant de 10 061 958,02 euros auquel s'ajoute le report à nouveau de 734,21 euros soit un total de 10.062.692,23 euros, arrondi à un montant de 10 062 000 euros, l'arrondi d'un montant de 692,23 euros étant affecté en report à nouveau.

En conséquence, un dividende de 100,62 euros par action reviendra à chacune des actions et sera détaché de l'action sur Euronext Paris le 18 juin 2015 et mis en paiement en numéraire le 22 juin 2015. Les actions autodétenues à la date du détachement n'ayant pas droit au dividende, la distribution leur revenant sera ajoutée au report à nouveau.

Ce dividende est éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158 du CGI et aux éventuels crédits d'impôts prévus à l'article 199 ter du CGI.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

| Exercice | Dividende | Eligibilité à l'abattement prévu à l'article 158 CGI | TOTAL |
|---|---|---|---|
| 2011 | 60,20 € | Oui | 60,20 €* |
| 2012 | 53,93 € | Oui | 53,93 € |
| 2013 | 77,39 € | Oui | 77,39 € |

*Le dividende a été détaché le 21 juin 2013 par prélèvement sur les réserves.

**TROISIÈME RÉSOLUTION**
*(Approbation de conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce)*

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce, et constatant qu'aucune convention visée à cet article n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé, approuve les termes dudit rapport.

**QUATRIÈME RÉSOLUTION**
*(Ratification de la cooptation d'un Administrateur)*

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation faite par le Conseil d'Administration dans sa séance du 26 mars 2015 de la société AVIVA Assurances en qualité d'Administrateur, en remplacement de Madame Nelly BERTRAND démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

**CINQUIÈME RÉSOLUTION**
*(Autorisation donnée au Conseil d'administration de mettre en place d'un contrat de liquidité)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, renouvelle l'autorisation donnée le 18 juin 2014 au Conseil d'administration à opérer sur les actions de la Société exclusivement en vue de l'animation du marché du titre, dans le cadre d'une pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers, à savoir la mise en œuvre d'un contrat de liquidité.

Ce contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers sera confié à un prestataire de services d'investissement.

Le nombre maximal d'actions pouvant être achetées n'excèdera pas 10% du nombre total des actions composant le capital social de la Société, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale, étant précisé que le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée du programme. Le nombre maximal d'actions que la Société serait susceptible de racheter s'élèverait donc à 10.000 actions sur la base du nombre actuel d'actions.

Le prix maximum d'achat par la Société de ses propres actions est fixé à 80 % de la valeur liquidative publiée chaque jour sur le site internet de la société : www.sofragi.fr.

Le montant maximal que la Société serait amenée à débourser pour acquérir 10% des actions s'élève à 15.000.000 euros sur le fondement du capital social au 31 décembre 2014. A cette date, la société détenait 755 actions Sofragi.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions seront effectués par voie d'interventions sur le marché. Le contrat de liquidité ne pourra pas être mis en œuvre pour acquérir des blocs de titres. La cession de blocs de titres sera autorisée.

Le contrat de liquidité sera suspendu et n'interviendra pas dans les échanges (ni sur le prix, ni dans les quantités, ni dans la profondeur du carnet d'ordres) en cas d'offre publique.

Les actions rachetées par la Société par l'intermédiaire du prestataire d'investissement seront privées de droits de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende.

La présente autorisation prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, toute autorisation antérieure accordée au Conseil d'Administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société et est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée Générale.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation.

**SIXIÈME RESOLUTION**

*(Fixation du montant des jetons de présence)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, fixe le montant global des jetons de présence à allouer globalement au Conseil d'Administration à 65.000 euros par exercice. La répartition de ce montant sera déterminée par le Conseil d'Administration. Ce montant sera reconduit tacitement chaque année jusqu'à décision contraire.

## II. RÉSOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

**SEPTIÈME RESOLUTION**
*(Refonte des statuts)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de refondre les statuts pour les mettre en conformité avec le droit positif, et en particulier avec les nouvelles dispositions applicables aux SICAF du fait de la transposition en droit français de la directive AIFM.

En conséquence, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide d'adopter article par article, puis dans leur ensemble, les nouveaux statuts, lesquels demeureront annexés au présent procès-verbal.

**HUITIÈME RESOLUTION**
*(Pouvoirs)*

L'Assemblée Générale donne tous les pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour effectuer tous dépôts ou formalités prescrits par la loi.

## COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

## BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2014

| | | 2014 | 2013 |
|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | |
| **I- ACTIF IMMOBILISE** | | | |
| **.Autres immobilisations corporelles** | | | |
| **-Matériel de bureau** | | - | - |
| **-Amortissements** | | - | - |
| | | - | - |
| **.Autres immobilisations financières** | | | |
| | (1) | | |
| **II- ACTIF CIRCULANT** | | | |
| **.Autres créances** | | | |
| **.Valeurs mobilières de placement** | | 176 493 325,70 | 181 759 264,87 |
| **-Provision pour dépréciation des valeurs mobilières** | | | |
| **-Achat/vente différé** | | | 339 049,62 |
| **-Liquidation** | | | |
| **-Coupons à recevoir** | | 42 124,52 | 35 801,44 |
| | | 176 535 450,22 | 182 134 115,93 |
| **.Disponibilités** | | | |
| **-Caisse et banques en EUR** | | 1 849 209,99 | 366 225,53 |
| **-Banques en devises** | | 10 970 703,54 | 4 705 471,16 |
| **-Intérêts à recevoir** | | | |
| | | 12 819 913,53 | 5 071 696,69 |
| **.Charges constatées d'avance** | | | |
| | II | 189 355 363,75 | 187 205 812,62 |
| **TOTAL ACTIF** | | 189 355 363,75 | 187 205 812,62 |

## BILAN PASSIF AU 31/12/2014 EN EUR

| | | 2014 | 2013 |
|---|---|---|---|
| **I - Capitaux propres** | | | |
| **Capital** | | **3 100 000,00** | **3 100 000,00** |
| **Primes apport et fusion** | | **1 583 421,84** | **1 583 421,84** |
| **Réserve légale** | | **598 362,39** | **598 362,39** |
| **Autres réserves** | | **173 719 485,40** | **159 805 412,74** |
| **Report à nouveau** | | **734,21** | |
| **Report à nouveau exceptionnel** | | | |
| **Report à nouveau des lots et primes** | | | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | **10 061 958,02** | **21 653 806,87** |
| | **I** | **189 063 961,86** | **186 741 003,84** |
| **II – PROVISION POUR CHARGES A PAYER** | **II** | | |
| **III – DETTES** | | | |
| **Dettes auprès des Etablissements de Crédit** | | | |
| **Dettes fiscales et sociales** | | | |
| **Autres dettes** | | 291 401,89 | 464 808,78 |
| | **III** | **291 401,89** | **464 808,78** |
| **TOTAL DU PASSIF** | | **189 355 363,75** | **187 205 812,62** |

## COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2014 EN EUR

| | | 2014 | 2013 |
|---|---|---|---|
| **CHARGES** | | | |
| **I-CHARGES D'ADMINISTRATION ET GESTION** | | | |
| .Autres achats et charges externes | | 1 302 070,89 | 1 352 773,44 |
| .Impôts, taxes et versements assimilés | | | |
| .Salaires et traitements | | | |
| .Autres charges de gestion | | | |
| .Dotation aux amortissements | | | |
| .Reprise provisions sur exercices antérieurs | | | |
| | **(I)** | **1 302 070,89** | **1 352 773,44** |
| | | | |
| **II-CHARGES FINANCIERES** | **(II)** | | |
| **III-CHARGES EN CAPITAL** | | | |
| .Pertes de change | | 77 289,66 | 425 265,81 |
| **.Charges nettes sur cessions de V.M.P** | | **5 948 399,74** | **18 100 615,13** |
| .Dotation aux provisions | | | |
| | **(III)** | **6 025 689,40** | **18 525 880,94** |
| | | | |
| **TOTAL DES CHARGES (I+II+III)** | | **7 327 760,29** | **19 878 654,38** |
| | | | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | **10 061 958,02** | **21 653 806,87** |
| | | | |
| **TOTAL DEBIT** | | **17 389 718,31** | **41 532 461,25** |

## COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2014 EN EUR

| | 2014 | 2013 |
|---|---|---|
| **PRODUITS** | | |
| **I-REVENUS DISTRIBUABLES** | | |
| .Revenus des V.M.P | 4 850 347,64 | 5 085 467,29 |
| .Autres produits financiers | 4 886,92 | 4 386,76 |
| **(I)** | **4 855 234,56** | **5 089 854,05** |
| **II-BENEFICE EN CAPITAL** | | |
| .Gain de change | 1 464 132,42 | 34 791,84 |
| **.Produits nets sur cessions de V.M.P** | **11 070 351,33** | **22 103 268,73** |
| **.Reprise provisions pour dépréciation des V.M.P** | | **14 304 546,63** |
| .Revenus des lots et primes | | |
| **(II)** | **12 534 483,75** | **36 442 607,20** |
| | | |
| **TOTAL DES PRODUITS (I+II)** | **17 389 718,31** | **41 532 461,25** |
| | | |
| | | |
| **TOTAL CREDIT** | **17 389 718,31** | **41 532 461,25** |

La SOFRAGI est une Société anonyme régie par l'ordonnance n° 2009-107 du 30 janvier 2009 relative aux sociétés d'investissement à capital fixe, aux fonds fermés étrangers et à certains instruments financiers.

**METHODES D'EVALUATION**

Le bilan et le compte de résultat ont été établis et présentés conformément aux règles et obligations comptables résultant :

- de la loi 83-353 du 30 avril 1983 et du décret 83-1020 du 29 novembre 1983 et de ses textes subséquents ;
- du règlement 99-03 du 29 avril 1999 du CRC portant approbation du nouveau plan comptable général
- des règles spécifiques aux sociétés d'investissements à capital fixe.

La SICAF présente son compte de résultat selon la méthode de coupons encaissés.
Les frais d'acquisitions et de cessions des valeurs mobilières de placement sont inclus dans la valeur comptable des titres de placement.

La valeur des titres est constituée par leur prix de revient historique.

Les titres en portefeuille sont évalués sur la base du cours du jour à la date d'inventaire et non du cours moyen du mois.
Les intérêts sur obligations courus et non échus ne sont pas comptabilisés en produits à recevoir et sont retenus dans l'évaluation boursière.

Une provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement lorsque globalement, la valeur boursière globale du portefeuille-titres est inférieure à sa valeur comptable.

Le montant des frais généraux ne doit pas excéder 1% du capital et des réserves.

La loi n°2010-1 657 du 27/12/10 de finances a précisé le régime fiscal des SICAF. Les SICAF sont exonérées d'impôt sur les sociétés pour leurs revenus comme pour leurs plus-values, à condition que leurs bénéfices distribuables soient intégralement répartis. En l'absence de précisions, il en résulte que les règles particulières prévues par la doctrine administrative pour les distributions opérées par les SIO (couponnage) pour les SICAF devraient être transposables aux distributions effectuées par ces dernières.

L'actualisation des cours des devises a été réalisée suivant le cours du 31 décembre 2014. Le gain ou perte latent a été comptabilisé en résultat capitalisable.

## COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### BILAN ACTIF :

**Valeurs mobilières de placement** : l'état du portefeuille-titres annexé fait ressortir la valeur comptable et la valeur d'inventaire au 31 décembre 2014.

**Produits à recevoir :**
- Coupons à recevoir détachés, mais non encaissés au 31 décembre 2014 : 42 142.52 euros.

### BILAN PASSIF :

**Dettes** :
- Autres dettes : charges d'exploitation 291 401.89

### COMPTE DE RESULTAT :

Les produits et charges nets sur cessions des valeurs mobilières de placement sont calculés sur la base du prix de revient moyen pondéré.

Les charges d'administration sont essentiellement constituées des charges de gestion financière (0.60% de l'actif net moyen) auxquelles s'ajoutent les autres charges d'administration qui représentent 0, 083% de l'actif net du 31/12/2014.

### DETAIL DES REVENUS ET DES PRODUITS NETS SUR CESSION DE VMP PAR NATURE DE TITRES :

| **Revenus** | | **Plus et moins valeurs nettes sur cessions** | |
|---|---|---|---|
| Actions | 3 109 167,39 | Actions | + 4 872 247,76 |
| Obligations | 1 613 793,64 | Obligations | + 243 306,09 |
| TCN | 127 386,61 | OPCVM | + 190 900,90 |
| | | Options | - 183 960,00 |
| Autres | 4 886,92 | Autres | + 1 150,00 |
| | | Frais | - 1 693,16 |
| **TOTAL** | **4 855 234,56** | **TOTAL** | **5 121 951,59** |

### COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL
La composition du capital au 31 décembre 2014, à savoir 100 000 actions ordinaires de 31 € non amorties, n'a pas varié au cours de l'exercice.
*Les autres mentions obligatoires ne figurant pas dans la présente annexe ne sont pas applicables à notre Société.*

### INDICATION DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE
Les comptes de SOFRAGI sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société AVIVA France.

### HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires pour l'exercice 2014 sont de 17 160 euros TTC.

## ETATS DU PORTEFEULLE-TITRES AU 31 DECEMBRE 2014

## ETAT DU PORTEFEUILLE AU 31 DECEMBRE 2014

| QUANTITE OU NOMINAL | VALEURS | PRIX DE REVIENT EN EUROS | VALEUR BOURSIERE EN EUROS |
|---|---|---|---|
| | | GLOBAL | GLOBAL |
| | **VALEURS FRANCAISES** | | |
| | **OBLIGATIONS A TAUX FIXES** | | |
| | **FONDS D'ETAT Français** | | |
| 32 000,00 | FRANCE 3.5% 25/04/15 | 30 788,47 | 33 129,03 |
| 32 000,00 | OAT 3,25 25/04/16 | 29 956,47 | 34 095,54 |
| 32 000,00 | OAT 3,75 25/04/17 | 30 916,47 | 35 636,76 |
| 1 600 000,00 | GROUPA 7,875% 271039 | 1 658 912,33 | 1 807 012,38 |
| 2 400 000,00 | ACAFP 7 7/8 01/29/49 | 1 775 459,83 | 2 031 890,42 |
| 4 200 000,00 | CREDIT AG FIX 311299 | 3 245 165,48 | 3 386 040,18 |
| 3 400 000,00 | SOCGEN 7,875 311299 | 2 545 222,13 | 2 738 312,88 |
| 2 400 000,00 | SOCGEN6 12/31/49 | 1 759 196,10 | 1 868 749,23 |
| 1 400 000,00 | SG 6,75 311299 | 1 417 500,00 | 1 389 724,00 |
| | | 12 493 117,28 | 13 324 590,42 |
| | **OBLIGATIONS CONVERTIBLES** | | |
| 52 000,00 | ORPEA 1,75% 01/20 CV | 2 582 750,00 | 3 181 464,00 |
| | | 2 582 750,00 | 3 181 464,00 |
| | **TITRES PARTICIPATIFS Français** | | |
| 2 640,00 | RENAULT TPA 83-84 | 1 176 870,27 | 1 158 696,00 |
| | | 1 176 870,27 | 1 158 696,00 |
| | | | |
| | TOTAL DES OBLIGATIONS | 16 252 737,55 | 17 664 750,42 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **ACTIONS FRANCAISES** | | |
| 4 132,00 | ELECTRICITE DE STR | 726 113,08 | 446 256,00 |
| 700,00 | GAUMONT | 45 869,85 | 28 189,00 |
| 20 334,00 | ATOS | 1 254 541,19 | 1 348 144,20 |
| 82 000,00 | SAFRAN | 3 748 998,09 | 4 202 500,00 |
| 65 670,00 | AIR LIQUIDE | 4 901 077,83 | 6 754 159,50 |
| 97 340,00 | TOTAL | 4 044 222,98 | 4 138 896,80 |
| 45 000,00 | ACCOR | 1 480 751,81 | 1 680 300,00 |
| 10 000,00 | LAFARGE | 507 822,84 | 580 800,00 |
| 54 000,00 | SANOFI | 3 891 380,31 | 4 085 640,00 |
| 195 000,00 | AXA | 3 698 970,78 | 3 744 975,00 |
| 13 500,00 | PERNOD-RICARD | 1 217 495,05 | 1 245 510,00 |
| 17 000,00 | WENDEL | 1 511 738,86 | 1 579 980,00 |
| 3 500,00 | SODEXO | 254 826,85 | 284 445,00 |
| 45 000,00 | MICHELIN CAT,B | 3 681 948,67 | 3 387 150,00 |
| 10 000,00 | THALES | 381 064,56 | 449 950,00 |
| 60 000,00 | SCHNEIDER ELECT SE | 3 213 574,64 | 3 636 600,00 |
| 22 500,00 | VEOLIA ENVIRONNEM. | 306 864,67 | 331 987,50 |
| 56 386,00 | SAINT-GOBAIN | 2 248 055,57 | 1 986 478,78 |
| 37 000,00 | CAP GEMINI | 1 961 297,95 | 2 200 760,00 |
| 51 000,00 | VINCI (EX SGE) | 2 448 456,49 | 2 321 010,00 |
| 7 500,00 | CASINO GUICHARD | 546 162,62 | 573 450,00 |
| 10 000,00 | ZODIAC AEROSPACE | 239 255,73 | 279 100,00 |
| 44 120,00 | PUBLICIS GROUPE SA | 2 637 869,76 | 2 631 316,80 |
| 34 000,00 | LES HOTELS BAVEREZ | 1 101 621,03 | 1 727 200,00 |
| 45 070,00 | GDF SUEZ | 1 249 546,28 | 875 710,10 |
| 82 756,00 | EUTELSAT COMMUNICA | 2 023 090,86 | 2 217 447,02 |
| 55 000,00 | REXEL | 965 516,21 | 816 750,00 |
| 84 000,00 | SUEZ ENVIRON.COMP. | 1 116 247,08 | 1 212 540,00 |
| 152 000,00 | BUREAU VERITAS | 3 090 823,29 | 2 783 120,00 |
| 785,00 | SOFRAGI PROV | 1 098 320,02 | 1 102 925,00 |
| | | 55 593 524,95 | 58 653 290,70 |
| | **OPCVM Français A VOCATION GENERALE** | | |
| 75,00 | ESSOR ASIE OPPORT | 114 336,76 | 334 045,50 |
| 669,00 | BNPP CASH INVEST-I- | 38 292 984,43 | 38 300 912,31 |
| | | 38 407 321,19 | 38 634 957,81 |
| | | | |
| | TOTAL DES VALEURS FRANCAISES | 110 253 583,69 | 114 952 998,93 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **VALEURS ETRANGERES** | | |
| | **OBLIGATIONS A TAUX FIXES** | | |
| 1 600 000,00 | STDRCTHI FIX 311299 | 1 550 945,05 | 1 563 153,32 |
| 2 250 000,00 | UT2 FDG 5.321 16 | 2 159 625,00 | 2 367 680,79 |
| 600 000,00 | TVNPW 7 3/8 12/15/20 | 644 260,42 | 668 050,33 |
| 1 100 000,00 | EUROFINS TF/TV 01/49 | 1 252 041,10 | 1 290 315,07 |
| 2 300 000,00 | TELEFO 6.5% 09/49 | 2 442 096,48 | 2 565 859,21 |
| | | 8 048 968,05 | 8 455 058,72 |
| | **OBLIGATIONS CONVERTIBLES** | | |
| 2 100 000,00 | BEKAERT S FIX 181618 | 2 102 845,90 | 2 069 025,29 |
| 130 000,00 | ECONOCOM 1,5% 19 CV | 1 478 500,00 | 1 373 060,00 |
| 1 800 000,00 | FRESEN 0 240919 | 1 850 600,00 | 2 024 874,00 |
| 900 000,00 | INDRA 1,75% 17/10/18 | 917 783,65 | 809 515,50 |
| 1 800 000,00 | MAGNOLIA 4% 03/49 CV | 1 491 600,00 | 1 739 228,00 |
| 1 300 000,00 | PRYSMIAN 1,25% 18 CV | 1 375 796,34 | 1 329 261,85 |
| 400 000,00 | BNSIM 2 5/8 04/17/19 | 403 869,66 | 444 143,69 |
| 1 200 000,00 | HUSTHO 3 3/8 19 CV | 1 253 319,02 | 1 221 385,91 |
| 925 000,00 | OPUS SEC TF/TV PER | 803 799,58 | 834 380,03 |
| 3 600 000,00 | QGEN 0 7/8 03/19/21 | 2 665 753,64 | 3 162 618,07 |
| | | 14 343 867,79 | 15 007 492,34 |
| | **ACTIONS ETRANGERES** | | |
| 12 000,00 | A-TEC INDUSTRIES | 238 627,18 | 9 696,00 |
| 15 250,00 | GBL | 791 398,55 | 1 078 937,50 |
| 5 084,00 | TESSENDERLO STRIP | 0,00 | 40,67 |
| 8 000,00 | FRAPORT AG | 390 010,85 | 384 320,00 |
| 32 000,00 | LINDE AG | 4 418 974,69 | 4 934 400,00 |
| 50 000,00 | SAP SE | 2 840 292,25 | 2 913 000,00 |
| 18 000,00 | MTU AERO ENGINES HOL | 1 208 229,74 | 1 298 880,00 |
| 12 000,00 | GERRESHEIMER AG | 512 225,71 | 539 400,00 |
| 12 000,00 | BAYER | 1 313 300,45 | 1 356 000,00 |
| 55 000,00 | ASTM AZ | 800 965,60 | 525 800,00 |
| 150 000,00 | WPP PLC | 2 283 749,98 | 2 599 703,63 |
| 4 000,00 | WORLD ONLINE INTL | 0,00 | 0,00 |
| | | 14 797 775,00 | 15 640 177,80 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **DOLLAR US (1€ = 1,21005 USD)** | | |
| 119 000,00 | VALE ADR | 1 343 950,12 | 804 446,10 |
| 18 000,00 | VIZACOM INC. | 828 424,99 | 0,00 |
| 4 200,00 | AIR PRODUCTS & CHEM | 280 540,01 | 500 612,37 |
| 35 000,00 | BAXTER INTL INC | 1 766 588,72 | 2 119 871,08 |
| 20 000,00 | CBL&ASSOC PPTYS INC | 283 018,87 | 320 978,47 |
| 47,00 | FAIRPOINT COMMUNICAT | 0,00 | 0,00 |
| 21 000,00 | FREEPORT MCM COPP.G. | 541 086,12 | 386 099,75 |
| 83 000,00 | GENERAL ELECTRIC USD | 1 326 797,71 | 1 733 325,07 |
| 125,00 | IDEARC INC | 2 916,26 | 0,00 |
| 5 000,00 | IBM | 738 402,77 | 662 947,81 |
| 18 800,00 | JOHNSON & JOHNSON | 1 222 965,64 | 1 624 656,83 |
| 57 000,00 | ORACLE CORP | 1 752 521,88 | 2 118 333,95 |
| 36 000,00 | WAL-MART STORES | 2 015 853,26 | 2 555 001,86 |
| | | 12 103 066,35 | 12 826 273,29 |
| | **FRANC SUISSE (1€ = 1,20235 CHF)** | | |
| 170,00 | SIKA | 389 980,30 | 415 120,39 |
| 32 000,00 | NOVARTIS AG NOMI | 1 560 942,23 | 2 457 853,37 |
| 27 200,00 | HOLCIM LTD REG | 1 619 726,59 | 1 614 105,71 |
| 61 000,00 | ABB LTD | 1 117 886,70 | 1 072 516,32 |
| 72 500,00 | NESTLE NOM. | 3 650 046,88 | 4 398 781,55 |
| | | 8 338 582,70 | 9 958 377,34 |
| | **LIVRE STERLING (1€ = 0,77605 GBP)** | | |
| 52 000,00 | DIAGEO | 1 197 837,68 | 1 238 605,76 |
| 132 000,00 | PEARSON PLC | 1 924 068,58 | 2 024 096,39 |
| | | 3 121 906,26 | 3 262 702,15 |
| | **SHEKEL ISRAELIEN (1€ = 4,70885 ILS)** | | |
| 47 000,00 | ISRAEL PHOENIX | 137 057,93 | 103 205,67 |
| | | 137 057,93 | 103 205,67 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **DOLLAR AUSTRALIEN (1€ = 9,0724 NOK)** | | |
| 102 650,00 | ALS LTD | 850 017,43 | 372 793,09 |
| | | 850 017,43 | 372 793,09 |
| | | | |
| | TOTAL VALEURS ETRANGERES | 61 741 241,51 | 65 626 080,40 |
| | **INSTRUMENTS NEGOCIABLES** | | |
| | **B.T.F** | | |
| 4 500 000,00 | RALLYE 210115 | 4 498 500,50 | 4 499 400,20 |
| | | 4 498 500,50 | 4 499 400,20 |
| | DETTES | 41 167,89 | 42 124,52 |
| | CREANCES | -291 401,89 | -291 401,89 |
| | COMPTES FINANCIERS | 12 543 695,92 | 12 819 913,53 |
| | **TOTAL GENERAL** | **188 786 787,62** | **197 649 115,69** |

## EVOLUTION DES PLACEMENTS PAR CATEGORIES ET PAR PAYS

| | Au7déc. 1953 | | Au31déc. 1980 | | Au31 déc. 1984 | | Au31déc. 1988 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **A. ACTIONS** | Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur boursière en milliers d'euros | % |
| I - SOCIÉTÉS FRANÇAISES | | | | | | | | |
| a) Cotées | 1 048 | 53,6 | 9 220 | 40,0 | 8 691 | 15,4 | 27 692 | 27,0 |
| b) Non cotées | 61 | 3,1 | 21 | 0,1 | - | - | - | - |
| | 1109 | 56,7 | 9 242 | 40,1 | 8 691 | 15,4 | 27 692 | 27,0 |
| II - SOCIÉTÉS ETRANGERES | | | | | | | | |
| Allemandes, Autrichiennes | - | - | 75 | 0,3 | 30 | - | 638 | 0,6 |
| Américaines | 11 | 0,5 | 9 316 | 40,4 | 8 678 | 15,4 | 9 356 | 9,1 |
| Anglaises | 8 | 0,4 | 739 | 3,2 | 282 | 0,5 | 1 088 | 1,1 |
| Belges, Luxembourgeoises | 1 | 0,1 | - | - | - | - | 205 | 0,2 |
| Canadiennes | 39 | 2,0 | 897 | 3,9 | 431 | 0,8 | 668 | 0,7 |
| Espagnoles, Portugaises | - | - | 22 | 0,1 | 59 | 0,1 | 696 | 0,7 |
| Hollandaises | 76 | 3,9 | 93 | 0,4 | 151 | 0,3 | 325 | 0,3 |
| Israéliennes | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Italiennes | - | - | 262 | 1,1 | 225 | 0,4 | 739 | 0,7 |
| Japonaises | - | - | - | - | 756 | 1,3 | - | - |
| Sud-Africaines | 112 | 5,7 | 34 | 0,1 | 33 | 0,1 | 49 | - |
| Suédoises, Norvégiennes, Finlandaises | - | - | - | - | - | - | 182 | 0,2 |
| Suisses | 40 | 2,0 | 494 | 2,1 | 1152 | 2,0 | 1 099 | 1,1 |
| Taïwanaises, Coréennes | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | 287 | 14,7 | 11 931 | 51,8 | 11 796 | 20,9 | 15 004 | 14,7 |
| **B. OBLIGATIONS CONVERTIBLES ET AVEC WARRANTS** | | | | | | | | |
| a) Françaises | - | - | 70 | 0,3 | 2 014 | 3,6 | 3 479 | 3,4 |
| b) Étrangères | - | - | 943 | 4,1 | 10 963 | 19,4 | 17 486 | 17,1 |
| | - | - | 1013 | 4,4 | 12977 | 23,0 | 20965 | 20,5 |
| **C. OBLIGATIONS** | | | | | | | | |
| a) Françaises | 488 | 25,0 | - | - | 11 335 | 20,1 | 9 986 | 9,7 |
| b) Diverses étrangères | - | - | 9 | - | 428 | 0,8 | 1 759 | 1,7 |
| c) Libellées en $ | - | - | 57 | 0,2 | 6775 | 12,0 | 4 661 | 4,5 |
| d) Japonaises | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | 488 | 25,0 | 66 | 0,3 | 18 539 | 32,8 | 16406 | 16,0 |
| **Total du portefeuille-titres** | **1 884** | **96,3** | **22 252** | **96,5** | **52 004** | **92,0** | **80 107** | **78,2** |
| **D. DISPONIBILITÉS** (y compris solde des comptes débiteurs et créditeurs) | 72 | 3,7 | 797 | 3,5 | 4499 | 8,0 | 22 383 | 21,8 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 956 | 100,0 | 23 049 | 100,0 | 56 502 | 100,0 | 102 490 | 100,0 |
| **Valeur de l'actif net par action** (compte tenu des augmentations de capital) | **9,34** | | **58,72** | | **143,95** | | **261,12** | |
| **DIVIDENDE NET** | | - | | **2,82** | | **4,57** | | **6,17** |
| GLOBAL | | - | | 3,70 | | 5,32 | | 7,26 |

| Au 31 déc. 1993 | | Au 31 déc. 2000 | | Au 31 déc. 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|
| Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur boursière en milliers d'euros | % |
| 26234 | 34,2 | 57520 | 40,8 | 75884 | 50,71 |
| - | - | 274 | 0,19 | | |
| 26234 | 34,2 | 57795 | 41,05 | 75884 | 50,71 |
| 472 | 0,6 | 1 602 | 1,14 | 1 243 | 0,87 |
| 474 | 0,6 | 2 061 | 1,46 | 4 303 | 3,00 |
| - | - | 1 322 | 0,94 | 1 705 | 1,20 |
| 75 | 0,1 | 1179 | 0,84 | 1 622 | 1,13 |
| - | - | - | - | 164 | 0,12 |
| 556 | 0,7 | 1 477 | 1,05 | 2 913 | 2,03 |
| 181 | 0,2 | 603 | 0,43 | 162 | 0,11 |
| - | - | 338 | 0,24 | 839 | 0,58 |
| 1 | - | - | - | 1 459 | 1,01 |
| 676 | 0,9 | 446 | 0,32 | 259 | 0,18 |
| - | - | - | - | - | - |
| 135 | 0,2 | 997 | 0,71 | 896 | 0,63 |
| 371 | 0,5 | - | - | - | - |
| - | - | 50 | 0,04 | 144 | 0,10 |
| 2941 | 3,8 | 10075 | 7,16 | 15709 | 10,96 |
| 9 503 | 12,4 | 2 063 | 1,47 | 1 071 | 0,75 |
| | | - | - | - | - |
| 15982 | 20,8 | | | | |
| 25 485 | 33,2 | 2 063 | 1,47 | 1 071 | 0,75 |
| 7 731 | 10,1 | 5 411 | 3,84 | 6451 | 4,50 |
| 962 | 1,3 | 14 283 | 10,14 | - | - |
| 638 | 0,8 | - | - | - | - |
| - | - | | | - | - |
| 9 331 | 12,2 | 19 694 | 13,99 | 6451 | 4,50 |
| **63 991** | **83,4** | **89 627** | **63,66** | **96 842** | **67,54** |
| 12742 | 16,6 | 51169 | 36,34 | 46550 | 32,46 |
| 76732 | 100,0 | 140796 | 100,0 | 143392 | 100,0 |
| **767,32** | **13,63** 16,21 | **1 407,96** | **23,04** 28,04 | **1 433,92** | **31,67** |

| Au 31 déc. 2007 | | Au 31 déc. 2008 | | Au 31 déc. 2009 | |
|---|---|---|---|---|---|
| Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur boursière en milliers d'euros | % |
| 84367 | 43,60 | 109418 | 73,12 | 69 084 | 40,12 |
| 84367 | 43,60 | 66279 | 44,29 | 69 084 | 40,12 |
| | | 3534 | 2 ,36 | 6 350 | 3,69 |
| 4 815 | 2,49 | 3033 | 2,03 | 4 240 | 2,46 |
| 2 637 | 1,36 | 1404 | 0,94 | 2062 | 1,20 |
| - | - | 608 | 0,41 | 3 253 | 1,89 |
| 90 | 0,05 | 57 | 0,04 | 74 | 0,04 |
| - | - | 654 | 0,44 | 3 913 | 2,27 |
| - | - | 658 | 0,44 | 1999 | 1,16 |
| 139 | 0,07 | 28 | 0,02 | 87 | 0,05 |
| - | - | 6947 | 4,64 | 7848 | 4,56 |
| - | - | | | | |
| 7 | - | 3 | - | 4 | - |
| 1 056 | 0,55 | 471 | 0,32 | 749 | 0,44 |
| 711 | 0,37 | 1292 | 0,86 | 1495 | 0,87 |
| - | - | 15 | 0,01 | 18 | 0,01 |
| 9455 | 4,89 | 18704 | 12,50 | 32093 | 18,64 |
| 955 | 0,50 | 861 | 0,58 | 242 | 0,14 |
| - | - | 715 | 0,48 | | |
| 955 | 0,50 | 1576 | 1,06 | 242 | 0,14 |
| 3 575 | 1,84 | 15048 | 10,05 | 902 | 0,52 |
| - | - | | | | |
| - | - | | | | |
| - | - | | | | |
| 3 575 | 1,84 | 15048 | 10,05 | 902 | 0,52 |
| **98352** | **50,83** | **144746** | **96,73** | **102322** | **59,42** |
| 95 154 | 49,17 | 4888 | 3,27 | 69867 | 40,58 |
| 193506 | 100,00 | 149634 | 100 | 172 188 | 100 |
| **1 935,10** | | **1496,34** | | **1721,88** | |
| | **49,19** | | **0,00** | | |

| Au 31 déc. 2010 | | Au 30 déc. 2011 | | Au 31 déc 2012 | |
|---|---|---|---|---|---|
| Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur boursière en milliers d'euros | % | Valeur Boursière en milliers d'euros | % |
| 69 933 | 39,01 | 53 528 | 32,93 | 69 525 | 32,87 |
| 69 933 | 39,01 | 53 528 | 32,93 | 69 525 | 32,87 |
| 4 561 | 2,54 | 6387 | 3,93 | 6 949 | 3,88 |
| 5 278 | 2,94 | 4 947 | 3,04 | 10 799 | 6,04 |
| 3 041 | 1,70 | 2 670 | 1,64 | 6 519 | 3,64 |
| 2 406 | 1,34 | 1 894 | 1,17 | 2 338 | 1,31 |
| 88 | 0,05 | 81 | 0,05 | | |
| 1 700 | 0,95 | 1 770 | 1,09 | 2 374 | 1,33 |
| 1 802 | 1,01 | 930 | 0,57 | 2 324 | 1,30 |
| 127 | 0,07 | 94 | 0,06 | 97 | 0,05 |
| 7 573 | 4,22 | 8 598 | 5,29 | 10 672 | 5,97 |
| 6 | - | 6 | - | | |
| 174 | 0,10 | 180 | 0,11 | 239 | 0.13 |
| 1 018 | 0,57 | 1 479 | 0,91 | 884 | 0,49 |
| 23 | 0,01 | 18 | 0,01 | | |
| 27 797 | 15,50 | 29 054 | 17,87 | 43 195 | 24,14 |
| 6 | - | 5 | - | 5 518 | 3,08 |
| | | | | 6 471 | 3,62 |
| 6 | - | 5 | - | 11 989 | 6,70 |
| 6 196 | 3,46 | 906 | 0,56 | 3352 | 1,87 |
| 1 753 | 0,98 | 1 005 | 0,62 | 7 573 | 4,23 |
| 7 949 | 4,44 | 1 911 | 1,18 | 10 925 | 6,10 |
| 105 686 | 58,95 | 84 498 | 51,98 | 135 634 | 69.81 |
| 73 602 | 41,05 | 78 069 | 48,02 | 43 236 | 30.19 |
| **179 287** | **100** | **162 567** | **100** | **178 870** | **100** |
| **1792,87** | | **1 625,67** | | **1788,70** | |

| | Au 31 déc 2013 | |
|---|---|---|
| | Valeur Boursière en milliers d'euros | % |
| **A. ACTIONS** | | |
| I - SOCIÉTÉS FRANÇAISES | | |
| a) Cotées | 52 212 | 27,63 |
| b) Non cotées | | |
| | **52 212** | **27,63** |
| II - SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES | | |
| Allemandes, Autrichiennes | 12 676 | 6,71 |
| Américaines | 14 894 | 7,88 |
| Anglaises | 10 020 | 5,30 |
| Belges, Luxembourgeoises | 2 599 | 1,38 |
| Canadiennes | 526 | 0,28 |
| Espagnoles, Portugaises | | |
| Hollandaises | 2 388 | 1,26 |
| Israéliennes | 126 | 0,07 |
| Italiennes | 2 427 | 1,28 |
| Australiennes | | |
| Sud-Africaines | | |
| Suédoises, Norvégiennes, Finlandaises | 7166 | 3,79 |
| Suisses | | |
| Taïwanaises, Coréennes | | |
| | **53 348** | **28,23** |
| **B. OBLIGATIONS CONVERTIBLES ET AVEC WARRANTS** | | |
| a) Françaises | 7 301 | 3,86 |
| b) Étrangères | 5 322 | 2,82 |
| | **12 623** | **6,68** |
| **C. OBLIGATIONS** | | |
| a) Françaises | 5 410 | 2,86 |
| b) Diverses étrangères | 8460 | 4,48 |
| c) Libellées en $ | | |
| d) Japonaises | | |
| | **13 870** | **7,34** |
| **Total du portefeuille-titres** | **132 053** | 69.87 |
| **D. DISPONIBILITÉS** (y compris solde des comptes débiteurs et créditeurs) | 56 942 | 30,13 |
| TOTAL GÉNÉRAL | **188 995** | **100** |
| **Valeur de l'actif net par action** (compte tenu des augmentations de capital) | **1 889,95** | |
| **DIVIDENDE NET** | | |
| GLOBAL | | |

| | Au 31 décembre 2014 | |
|---|---|---|
| | Valeur Boursière en milliers d'euros | % |
| **A. ACTIONS** | | |
| I - SOCIÉTÉS DE LA ZONE EURO | | |
| a) Cotées | 71 694 | 36.27 |
| b) Non cotées | | |
| | **71 694** | **36.27** |
| II - SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES HORS ZONE EURO | | |
| Allemandes, Autrichiennes | | |
| Américaines | 12 826 | 6.49 |
| Anglaises | 5 862 | 2.97 |
| Belges, Luxembourgeoises | | |
| Canadiennes | | |
| Espagnoles, Portugaises | | |
| Hollandaises | | |
| Israéliennes | 103 | 0.05 |
| Italiennes | | |
| Australiennes | 373 | 0.19 |
| Sud-Africaines | | |
| Suédoises, Norvégiennes, Finlandaises | | |
| Suisses | 9 958 | 5.04 |
| Taïwanaises, Coréennes | | |
| | **29 122** | **14.73** |
| **B. OBLIGATIONS CONVERTIBLES ET AVEC WARRANTS** | | |
| a) Françaises | 16 185 | 8.19 |
| b) Étrangères | 3 163 | 1.60 |
| | **19 348** | **9.79** |
| **C. OBLIGATIONS** | | |
| a) Françaises | 11 755 | 5.95 |
| b) Diverses étrangères | 10 025 | 5.07 |
| c) Libellées en $ | | |
| d) Japonaises | | |
| | **21 780** | **11.02** |
| **Total du portefeuille-titres** | **141 944** | **71.82** |
| **D. DISPONIBILITÉS** (y compris solde des comptes débiteurs et créditeurs) | 55 705 | 28.18 |
| TOTAL GÉNÉRAL | **197 649** | **100** |
| **Valeur de l'actif net par action** (compte tenu des augmentations de capital) | **1976.49** | |
| **DIVIDENDE NET** | | |
| GLOBAL | | |

## PRINCIPAUX ACTIONNAIRES AU 31 DECEMBRE 2014

| | Quantités d'actions au 31-12-2014 | % du capital | % de voix |
|---|---|---|---|
| **Groupe Aviva** | 57 099 | 57,10 | 65,19 |
| **Groupe AGRICA** | 22 525 | 22,52 | 21,08 |
| **Public** | 19 621 | 19,62 | 13,73 |
| **Autocontrôle** | 755 | 0.75 | 0 |
| **Total** | **100 000** | **100,00** | **100,00** |

**SOFRAGI**

**Société Française de Gestion et d'Investissement**
Société d'investissement à capital fixe (SICAF)
Capital 3.100.000 euros - 784 337 487 RCS PARIS - APE 652 E

## ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE MIXTE DU 17 JUIN 2015

## ORDRE DU JOUR

### I – RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- ✓ Rapports du Conseil d'Administration, du Président du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes : examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.
- ✓ Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et fixation du dividende.
- ✓ Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 de Code de Commerce et approbation des conventions qui y sont relatées.
- ✓ Ratification de la cooptation d'un Administrateur.
- ✓ Autorisation donnée au Conseil d'Administration de mettre en place un contrat de liquidité.
- ✓ Fixation du montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration.

### II – RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- ✓ Refonte des statuts.
- ✓ Pouvoir pour formalités.

17 juin 2015 à 10h00
au 37, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS

**SOFRAGI**
**Société Française de Gestion et d'Investissement**
**Société d'investissement à capital fixe (SICAF)**
**au capital 3.100.000 euros**
**Siège Social : 37, avenue des Champs Elysées – 75008 Paris**
**784 337 487 RCS PARIS - APE 652 E**

**********

**DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS**

(Art. R225-88 du Code du Commerce)

Je soussigné : **NOM**..... .....

**Prénoms**.....

**Adresse**.....

.....

**Adresse électronique**……

**Propriétaire de …… ACTION(S) de la SICAF SOFRAGI**

demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du **17 juin 2015**, tels qu'ils sont visés par l'article R225-83 du Code du Commerce sur les sociétés commerciales au format suivant :

- ☐ papier
- ☐ fichiers électroniques à l'adresse mail indiquée ci-dessus

Fait à …....., le.....

Signature

**NOTA** : Les actionnaires titulaires de **titres nominatifs** peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R225-81 et R225-83 du Code du Commerce à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures